L'engagement illégal : facilitating et precipitating factors. Le cas de l'Italie des années 1960-1980

Caroline Guibet Lafaye

▶ **To cite this version:**

Caroline Guibet Lafaye. L'engagement illégal : facilitating et precipitating factors. Le cas de l'Italie des années 1960-1980. Terrains/Théories, 2021, 13, 10.4000/teth.3573 . hal-03275839

HAL Id: hal-03275839
https://hal.science/hal-03275839v1

Submitted on 1 Jul 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'ENGAGEMENT ILLÉGAL : *FACILITATING* ET *PRECIPATING FACTORS*

Le cas de l'Italie des années 1960-1980

Caroline Guibet Lafaye

Résumé : S'agissant du militantisme armé, il est commun de considérer qu'interviennent deux séries de facteurs à son origine : des facteurs « facilitant » ce type d'engagement (*facilitating factors*) et des facteurs « accélérant » le recours aux armes (*precipating factors*). Afin de voir comment ces éléments s'orchestrent au sein de mécanismes faisant intervenir des facteurs de niveaux macro, méso et microsociaux, nous avons réalisé une enquête de sociologie qualitative auprès de 33 militants d'organisations extra-parlementaires actives en Italie durant les années 1960-1980. L'analyse des entretiens permet de préciser l'effet de l'environnement familial sur les trajectoires individuelles au sein des organisations armées, le rôle du facteur idéologique et politique parmi ces différents groupes de la gauche extra-parlementaire, l'incidence d'événements macro, méso et microsociaux cadrés comme « décisifs » sur les parcours de ces militants. Cette recherche permet ainsi de compléter et de corriger les travaux existant menés sur des échantillons plus restreints d'acteurs clandestins italiens (voir Bosi et Della Porta, 2012).

Mots-clefs : Terrorisme, clandestinité, trajectoires politiques, Italie, Brigades rouges.

Abstract: It is common to consider that two sets of factors are involved in the commitment to armed militancy: facilitating factors and precipating factors. In order to see how these elements are embedded within mechanisms involving macro, meso and micro-level factors, we conducted a qualitative sociological survey of 33 activists from extra-parliamentary organizations active in Italy from the 1960s to the 1980s. The analysis of the interviews allows to specify the effect of the family environment on individual trajectories within armed organizations, the role of the ideological and political factor among these different groups of the extra-parliamentary left-wing, the impact of macro, meso and micro social events framed as "decisive" on the paths of these militants. This research thus complements and corrects existing works on smaller samples of Italian clandestine actors (see Bosi and Della Porta, 2012).

Key words: Terrorism, clandestinity, political trajectories, Italy, Red Brigades.

Introduction

Alors que « mai 68 » désigne en France une période relativement brève de mouvements sociaux se prolongeant sur quelques mois, on évoque de l'autre côté des

Alpes, un « long mai 68 ». Ces événements prennent place dans un contexte long qui s'amorce en 1960-1966 par une phase d'« incubation » de la protestation (Della Porta et Rucht, 1995 ; Sommier, 1995) suivie d'une décennie révolutionnaire (1967-1976). Le « long mai 68 » s'initie dès le mois de février 1967 mais surtout à partir de l'automne suivant et se prolonge jusqu'à « l'automne chaud » de 1969. Durant cette période, s'opère une jonction entre les revendications ouvrières et la protestation étudiante. L'effervescence sociale autorise certaines conquêtes sociales, telles que l'augmentation des salaires ou la réduction du temps de travail[1]. Les années 1977-1983 se caractérisent à la fois par une forme de « désespoir » (Della Porta et Rucht, 1995) et par l'orientation, à partir de 1977, d'une partie de la vague contestataire vers l'Autonomie[2]. Les années 1969-1974 connaissent toutefois une recrudescence d'actions violentes menées avant tout par des groupes néofascistes. On dénombre ainsi, pour cette période, 4 384 attentats ou actes de violence politique dont 83 % sont imputables à des militants néofascistes (Calvi *et al.*, 2003, p. 16 ; Galleni, 1981)[3]. Ainsi dès le milieu des années 1970, l'action politique violente se voit plus utilisée aussi bien d'un point de vue quantitatif que qualitatif (Persichetti, 2002, p. 230).

Le 28 mai 1974, une bombe est placée Piazza della Loggia à Brescia par le groupe d'extrême droite *Ordine Nero*. Elle vise une manifestation antifasciste et fait 8 morts et 100 blessés. Quelques mois plus tard, le 4 août 1974 près de S. Benedetto Val di Sambro (province de Bologne), une bombe explose dans le train Italicus qui relie Rome à Munich. Elle tue 16 personnes et en blesse 46. Cette vague d'attentats indiscriminés avait commencé en décembre 1969 avec l'explosion d'une bombe à la Banque Nationale de l'Agriculture, Piazza Fontana à Milan, qui provoqua 17 morts et 28 blessés[4]. Parallèlement aux attentats menés par l'extrême droite se constitue une pluralité de groupuscules d'extrême gauche ayant pris l'option de l'action extra-parlementaire.

Dans ce contexte, la loi dite Reale – proposée par le garde des sceaux Orenzo Reale – est approuvée le 22 mai 1975. Elle donne des pouvoirs spéciaux aux forces de police en vue de préserver l'ordre public. Elle autorise les perquisitions et arrestations sans mandat du juge d'instruction, dans le cas où les personnes concernées seraient en possession d'armes. La loi Reale renforce la législation pénale relative à la détention préventive étendue à 96 heures, à la dissimulation du visage et à l'utilisation du casque dans les lieux publics. Elle prévoit l'extension des pouvoirs de police avec notamment un élargissement de l'utilisation d'armes pour les forces de l'ordre[5]. La législation « spéciale » s'approfondit avec le décret-loi Cossiga après l'enlèvement et l'exécution par

[1] S'y associent les améliorations du droit du travail (*Statuto dei Lavoratori*, mai 1970), la légalisation du divorce (1er décembre 1970) et de l'avortement sous certaines conditions (loi 194/78, 1978), l'abaissement de l'âge de la majorité à 18 ans (8 mars 1975).

[2] L'Autonomie désigne un mouvement d'extrême gauche d'émancipation, prenant ses distances à la fois avec le PCI et les syndicats fortement présents dans l'Italie industrialisée de l'époque. L'ambition est l'émancipation de l'individu à l'égard des structures de pouvoirs que sont l'État, la stratification sociale, les partis, les syndicats, les universités et l'Église. Pour une approche historiographique renouvelée de cette période, voir Armani, 2010.

[3] Ces actes coïncident le plus souvent avec des agressions ou avec des dégradations matérielles, visant des succursales de partis politiques de gauche ou des monuments rendant hommage à la Résistance.

[4] Entre décembre 1969 et 1986, 415 personnes sont tuées au cours de 14 600 attentats dont le plus grave a lieu à la gare de Bologne, le 2 août 1980. Il tue quatre-vingts voyageurs.

[5] Le nouveau décret loi du 11-4-1974 fixe une extension de la durée de la détention préventive à quatre ans maximum après le premier jugement, à six ans maximum jusqu'à l'appel et à huit ans jusqu'au jugement définitif (Schimel, 1986, p. 532).

les Brigades rouges (BR) d'Aldo Moro, président de la Démocratie Chrétienne, en mai 1978, et celle du juge Emilio Alessandrini, le 29 janvier 1979 par un commando de Prima Linea (PL) à Milan. Le décret-loi du 15 décembre 1979, intitulé « Mesures urgentes pour la défense de l'ordre démocratique et de la sécurité publique » qui est converti en loi du 6 février 1980, offre d'importantes réductions de peine aux personnes qui acceptent de fournir à la justice ou à la police des informations sur les organisations déclarées terroristes. Il porte également sur la collecte d'informations dans le cadre de la prévention de délits de terrorisme et contre la sécurité de l'État, introduit des circonstances aggravantes au délit de terrorisme et allonge la détention provisoire pour les personnes soupçonnées d'actes terroristes. La détention préventive, la création de nouveaux délits comme « le concours moral » et « la participation à bande armée » et enfin la loi sur les « repentis » deviennent les instruments clefs de la lutte contre le terrorisme (voir Schimel, 1986).

Ce volet répressif est complété de dispositions judiciaires dont la portée sur le démantèlement des groupes clandestins est décisive. À partir de 1979 et du « décret-loi Cossiga » n° 625 puis de la loi n° 304 du 29 mai 1982 sur les repentis, les mesures concernant ces derniers se caractérisent par trois orientations : l'extension du champ d'application des remises de peine à d'autres formes de criminalité que le terrorisme politique ; l'instauration de mesures de protection destinées à assurer la sécurité des repentis ; l'octroi d'un régime pénitentiaire favorable[6]. Les attentats évoqués, et d'autres, ont marqué l'histoire de l'Italie au cours de ces décennies comme les trajectoires des militants d'organisations clandestines. La répression qu'elle intervienne dans les manifestations ou par la torture, qu'elle soit légale ou paramilitaire, a également eu un effet de « tournant » (*turning point*) dans les parcours militants que ce soit objectivement, en mettant un terme à certaines activités ou en poussant d'autres individus à la clandestinité. Elle est à l'œuvre subjectivement soit dans les récits rétrospectifs que les acteurs font de leur passé ou tout simplement sur le plan de leur vécu immédiat. Dans cette reconstruction *a posteriori*, certains événements comme les arrestations, les emprisonnements, les jugements, la répression sont connus pour être des moments émotionnellement forts dans la carrière militante (Codaccioni, 2013, p. 30). Ils contribuent, de façon privilégiée, à l'élaboration du récit de soi, lequel s'orchestre à partir du choix de certains événements significatifs donnant sens à une « histoire de vie » (Bourdieu, 1986).

Si les caractéristiques qui expliquent l'activisme armé sont partagées par les militants et les non-militants, quels facteurs supplémentaires ou alternatifs expliquent pourquoi certains membres d'un groupe ou d'un réseau, mais pas tous, prennent part à un activisme révolutionnaire à « haut risque » (McAdam, 1986; Sommier, 2008) ? On tend à considérer que la violence politique émerge au carrefour de changements d'environnement politique, de la répression étatique, de la concurrence entre mouvements sociaux et de l'existence de contre-mouvements (Bosi, 2012, p. 178). Au sein de cet environnement politique, certains événements trouvent une signification spécifique. Pour mettre en évidence leur fonction dans les « trajectoires en radicalité » des militants de la gauche extra-parlementaire italienne des années 1960-1980, nous avons menée une enquête auprès de 33 personnes impliquées dans des organisations extra-parlementaires (BR, PL, Lotta Continua - LC, Potere Operaio - PO, Autonomie

[6] La loi Reale prévoyait déjà que l'« on accorde des remises de peine importantes à ceux qui vont collaborer sous l'autorité judiciaire ». La loi n° 34 de 1987 complète le dispositif favorisant la dissociation.

ouvrière)[7]. À partir de leurs récits biographiques, nous souhaitons mettre en évidence les facteurs favorisant (*facilitating factors*) et les facteurs précipitants (*precipating factors*) l'engagement illégal dans un contexte macrosocial de forte tension politique et de violence entre groupes extra-parlementaires ainsi que de la part de l'État contre l'extrême gauche. Comment se laissent appréhender les facteurs ayant pesé sur l'engagement illégal des Brigadistes et militants clandestins non-Brigadistes rencontrés dans le cadre de notre enquête ? Quels types de mécanismes conjoignant les niveaux macro, méso et micro sont-ils à l'œuvre dans les chemins vers l'illégalité ? Pour les préciser, nous identifierons les interactions entre ces trois niveaux, lesquelles dessinent autant de « mécanismes » du passage à l'illégalité et à la lutte armée. Les reconstructions biographiques collectées permettront d'appréhender les milieux militants, les représentations et perceptions qu'ont les acteurs de leur environnement et du monde social, leurs définitions des coûts et des avantages de la participation politique, leur socialisation politique ainsi que la dynamique de production et de maintien d'une identité collective.

À cette fin, nous reviendrons dans un premier temps sur les mécanismes généraux à l'œuvre dans l'émergence du recours à une violence politique illégale[8] ainsi que sur les conclusions qui en ont été tirées à partir d'un échantillon de huit trajectoires de Brigadistes. Nous préciserons ensuite, à partir des données de notre enquête et des récits rétrospectifs, d'une part, les facteurs ayant favorisé l'engagement clandestin dans l'extrême gauche italienne extra-parlementaire et, d'autre part, ceux ayant accéléré l'usage des armes. Enfin nous tenterons de mettre en évidence la place que prennent dans une interaction complexe et de multi-niveaux des événements désignés comme décisifs par ces acteurs politiques. La présente étude vise à prolonger les réflexions méthodologiques de travaux socio-historiques pionniers (Sommier, 1998 ; Della Porta, 2013), en expliquant le sens des trajectoires biographiques, leur inscription dans des contextes historiques et les ressources mobilisées. Elle répond ainsi aux attentes de la recherche visant à « reconstruire les contextes, les conditions et les parcours pas toujours linéaires ayant favorisé, à un moment donné, le choix de l'action violente » (Armani, 2010, p. 195). Notre approche assume une perspective générationnelle délaissée notamment dans l'historiographie italienne qui ne s'est intéressée que tardivement à l'histoire de la jeunesse, quoiqu'elle ait finalement adopté la génération comme catégorie sociale (Dogliani, 1994, p. 67). Rattachée au champ disciplinaire de la sociologie et non de l'histoire, elle explore les représentations des acteurs sans prétendre dévoiler une vérité historique sur ce qui a effectivement été décisif ou non dans les parcours. Les événements évoqués ne sont autres que ceux dont les acteurs estiment rétrospectivement qu'ils ont eu un rôle clef sur leur trajectoire. Dans certains cas, ils coïncident avec des faits historiques majeurs, dans d'autres cas, non[9].

[7] Nous envisageons en 1.1 les différences entre ces groupes.

[8] Soulignons d'ores et déjà que cet usage s'inscrit dans un *continuum* d'actions politiques légales et illégales, violentes et non-violentes sans qu'il soit considéré par les acteurs qu'il y a une solution de continuité entre ces différents modes opératoires. Voir sur ce point Kaase et Neidhardt, 1990, p. 11-14.

[9] Sur les difficultés auxquelles l'historiographie de la violence politique en Italie, au cours de ces années, est confrontée, voir Armani, 2010 ; Guzzo, 2019, p. 11 *et sqq*.

1. Enquête de terrain et « mécanismes » de l'engagement clandestin

1.1 PRESENTATION DE L'ENQUETE

L'analyse que nous développons s'appuie sur une enquête réalisée entre février 2016 et février 2020[10]. Elle nous a permis de nous entretenir avec 33 militants impliqués dans des organisations extra-parlementaires (BR, PL, LC, PO, Autonomie ouvrière) actives en Italie entre la fin des années 1960 et les années 1980. Les personnes ont été contactées soit de façon directe, soit par la méthode « boule de neige » (Laperrière, 1997)[11]. Elles sont nées entre 1933 et 1962. Leur activisme politique s'est déployé de la fin des années 1960 aux années 1980[12], c'est-à-dire de l'origine du mouvement social aux démantèlements des groupes clandestins, facilités par les dispositions juridiques précédemment rappelées et les possibilités d'exil offertes en France par la « doctrine Mitterrand »[13].

Les entretiens ont été enregistrés et intégralement retranscrits. Ils ont duré entre 55 mn et 3h, pour une moyenne de 82 mn par entretien. Ils ont été réalisés en face-à-face et, pour deux cas, par vidéo-conférence. Cinq personnes ont préféré répondre par écrit. Les entretiens se sont déroulés soit en français soit en italien, en Italie et en France. L'annexe 1 présente la liste des enquêtés et leurs caractéristiques sociodémographiques (Tableau XVII). Le choix des organisations étudiées tient à l'importance qu'elles ont revêtue en Italie. Bien qu'elles aient émergé dans des contextes sociaux distincts[14], elles ont en commun de se constituer en opposition extra-parlementaire au gouvernement et usent, pour ce faire, de moyens illégaux. Bien que toutes n'aient pas été clandestines[15], elles ont à un moment donné de leur trajectoire – parfois brève – privilégié le recours à des moyens illégaux et appelé à une attitude rupturiste[16]. Dans cette démarche, elles mobilisent des justifications du recours à la violence politique[17], tout en demeurant, pour certaines, en deçà de l'atteinte aux personnes. Les BR et PL ont fait le choix de l'exécution politique à la différence des mouvements autour de l'Autonomie ouvrière ce qui introduit une distinction notable entre les groupes aussi bien d'un point de vue extrinsèque qu'immanent. Ces collectifs

[10] Elle a été menée grâce à une équipe de chercheur.e.s rassemblant en plus de l'auteure : Laura di Fabio (Univ. de Rome), Alexandra Frénod (CNRS) et Grégoire Le Quang (IHTP, CNRS - Univ. de Paris VIII).

[11] Dans ce type de terrain, il s'avère quasiment impossible de procéder à une sélection des enquêtés par âge et par sexe, les opportunités de contacts étant aléatoires (voir Grojean, 2010).

[12] L'enquêtée la plus jeune est entrée à PL au cours des années 1980 à 18-19 ans.

[13] S'engageant à ne pas extrader les activistes italiens d'extrême gauche réfugiés en France pour des raisons politiques (voir Lanzoni, 2017).

[14] Sur l'évolution des contextes, nous renvoyons à Della Porta et Rucht (1991) et pour des études monographiques à Balestrini et Moroni (2017), Donato (2014), Guzzo (2019).

[15] Contrairement aux BR et à PL.

[16] Rappelons toutefois que « jusqu'au milieu des années 1970, les actions violentes étaient largement enchevêtrées et ne distinguaient pas avec clarté les groupes les uns des autres » afin de ne pas essentialiser « la typologie entre organisations "congénitalement" […] terroristes et organisations d'extrême gauche acceptant le recours à la violence sans verser dans le terrorisme » (Sommier, 2000). Sur l'inscription de LC dans l'espace symbolique et politique de 68 et du début des années 1970, voir Rossi, 2011, p. 259 *et sqq*.

[17] Sur ce point, voir la distinction entre registres normatifs et registres instrumentaux de l'usage de la violence politique (Sommier, 1998 ; Guibet Lafaye, 2017).

présentent enfin en termes d'effectifs et de durée de vie puisque les BR-PCC sont actives au moins jusqu'au début des années 1990.

La collecte de données primaires a été complétée par une étude systématique des documents écrits publiés par les groupes étudiés, tels les communiqués des BR, les documents du procès de PL (1980), les statuts des *Formazioni Comuniste Combattenti* (1970) mais aussi les revues *Quaderni Rossi* (1961-1966), *Classe Operaia* (1964-1967), *Quaderni Piacentini* (1962-1970), *Rosso* (1973-1979). Plusieurs fonds d'archives ont été consultés. Ils sont aussi bien d'origine militante qu'institutionnelle. Nous avons ainsi exploité les histoires de vie et les documents judiciaires relatifs à la période et rassemblés à l'*Istituto Carlo Cattaneo* (Bologne)[18], des sources militantes, telles que le fonds *Lotta Continua* conservé à la fondation Erri de Luca (Rome)[19] ; le fonds *Avanguardia operaia* ; le fonds Vittorio Foa (ACS) ; les Archives Pezzi, Secours rouge de l'*Istituto storico Ferruccio Parri*. La documentation institutionnelle s'est appuyée sur les Archives historiques du Sénat de la République, sur la documentation informatisée des *Commissioni stragi* (commission parlementaire d'enquête sur le terrorisme) et la documentation de la *Commissione d'inchiesta per la strage di via Fani*[20].

La collecte de données primaires et l'exploitation des archives ont été associées à une étude des sources de l'époque et contemporaines, à la consultation de documents gouvernementaux et non gouvernementaux et de tout élément relatif au sujet en italien, anglais, français et espagnol. La triangulation à partir de documents de plusieurs origines a permis de contextualiser les propos des enquêtés concernant le rôle de la famille, des réseaux, des amis, etc. ainsi que les événements transformatifs (*transformative events*) dont ils ont fait l'expérience au cours de leur trajectoire[21]. Elle contribue également à la mise en perspective de leurs discours à partir de la prise en compte de leur place et de leurs fonctions dans les groupes considérés. Enfin, en comparant les trajectoires biographiques et les autobiographies, il est possible de dégager des dimensions de la mémoire collective communes à certains groupes d'enquêtés. Néanmoins l'historiographie des violences politiques italiennes des années 1960-1980 est aux prises avec plusieurs difficultés interprétatives. La mobilisation des témoignages doit tenir compte d'un phénomène de recomposition rétrospectif et de mise en cohérence (Bourdieu, 1986), parfois animé d'un souci de justification de soi et de ses choix passés, nourri de l'évocation de la poursuite d'un idéal de justice. De même, l'interprétation rétrospective du recours à la violence politique peut faire l'objet d'« altérations significatives » (Sommier, 1998), à travers la mobilisation de catégories comme la « violence défensive », la « guerre de basse intensité »[22], la « guerre civile »[23].

---

[18] Le programme de recherche, amorcé en 1982 à l'Istituto Cattaneo de Bologne, visait à dépasser les limites de l'exploitation d'un matériau exclusivement issu de sources judiciaires, constituées d'archives et de témoignages d'anciens militants.

[19] https://fondazionerrideluca.com/web/archivio-lotta-continua/

[20] Cette Commission parlementaire a été chargée d'enquêter sur l'enlèvement d'Aldo Moro par les BR et le terrorisme en Italie durant cette période.

[21] Ces événements transformatifs s'incarnent dans des épisodes singuliers qui vont, dans le cas étudiés, contribuer à pousser les acteurs vers le recours à des moyens illégaux (Sewell, 1996 ; Della Porta, 2013, p. 39, 44).

[22] Voir néanmoins sur ce thème l'interprétation du sénateur communiste Giovanni Pellegrino, sénateur entre 1990 et 2001, président de la Commission parlementaire d'enquête sur le terrorisme et les « massacres d'État » (Fasanella *et al.*, 2000).

[23] Voir sur ce point Lazar, 2010.

Plusieurs membres de chacune de ces organisations mentionnées ont été interrogés. Ils se répartissent numériquement comme suit :

Tableau I. : Répartition des enquêtés dans les groupes politiques

Groupes	Effectifs
BR	7
PL	11
LC	4
Potere Operaio	5
Autonomie ouvrière	6
Total	**33**

Afin d'étudier les trajectoires individuelles, nous avons procédé à une répartition générationnelle tenant compte des générations civiles (Tableau II). G 1 désigne la génération des acteurs nés avant 1950 ; G 2 : ceux nés avant 1960 (décennie 1950) ; G 3 : ceux nés après 1960 (décennie 1960). La césure de l'année 1950 présente une pertinence analytique car elle distingue les acteurs qui ont 20 ans au moment de l'attentat de Piazza Fontana le 12 décembre 1969 des autres. Pour qu'une génération, au sens démographique de cohortes d'âge proche, forme une génération au sens sociologique, il faut non seulement une participation aux mêmes événements et aux mêmes expériences dans les années de formation, mais surtout que celle-ci intervienne dans un « même cadre de vie historico-culturel » (Cartier et Spire, 2011). Seul un même cadre de vie historico-social permet que la situation définie par la naissance dans le temps chronologique devienne une situation sociologiquement pertinente (Mannheim, 1928, p. 52). Certains enquêtés soulignent en outre que le début de la vingtaine est souvent l'âge propice à un engagement vers la clandestinité (voir citation infra de S. Segio, 2.2). Ainsi on parle, de façon pertinente, de « générations politiques », concernant des acteurs exposés aux mêmes « symptômes sociaux et politiques d'un processus dynamique de déstabilisation » (Mannheim, 1928, p. 52 ; Pagis, 2018, p. 29).

Tableau II. : Répartition des enquêtés selon les générations civiles

Groupes	*G 1*	*G 2*	*G 3*	*Effectifs*
BR	2	**5**		7
PL	1	**9**	1	11
LC	1	3		4
Potere Operaio	**3**	2		5
Autonomie ouvrière	**4**	2		6
Total	11	21	1	33

Bien que n'ayant pas cherché à rencontrer les figures phares des organisations clandestines, notre échantillon comporte un certain nombre de militants ayant eu des responsabilités dans cette dernière qu'ils aient participé à leur création, se soient trouvés à leur origine au moment de leur constitution ou qu'ils aient eu la responsabilité d'une sous-structure au sein du groupe armé (branche ou colonne) (voir Tableau III).

Tableau III. *:* Positionnement des enquêtés dans les structures clandestines

Groupes	*Fondateurs*	*À l'origine historique du groupe*	*Fondateurs d'une sous-structure*	*Responsabilités*	*Effectif total*
BR	2	2		1	7
PL	3	2	4	1	11
LC	1		1		4
PO	1	1			5
Autonomie ouvrière (AO)	1	2	1	1	6
Total	8	7	6	3	33

Les « chemins » de l'activisme armé : enquête passée sur huit Brigadistes

Concernant l'engagement illégal qu'a connu l'Italie durant les années 1960-1980 en particulier à l'extrême gauche, une exploration des chemins de la mobilisation clandestine a été réalisée par Bosi et Della Porta (2012) à partir d'une étude comparative avec l'Armée Républicaine Irlandaise Provisoire (PIRA) et de l'exploitation de huit biographies et autobiographies d'ex-Brigadistes (Peci *in* Guerri, 1983 ; Curcio/Scialoja, 1993 ; Moretti, 1994 ; Balzerani, 1998 ; Franceschini, 1988 ; Morucci, 2004 ; Gallinari, 2006 ; Fiore *in* Grandi, 2007)[24]. Les trois voies de l'activisme armé (« idéologique », « instrumentale », « solidariste ») permettent une première approximation des facteurs personnels (biographiques), organisationnels (niveau méso) et contextuels (niveau macro) « facilitant » et « déclenchant » le passage à l'illégalité.

Pour les militants dont le parcours serait de type « idéologique », la famille et l'environnement sociopolitique immédiat ont contribué à leur socialisation politique dans un contexte idéologique au sein duquel la rébellion pouvait constituer une sorte d'obligation, en particulier dans un contexte perçu comme mûr pour la poursuite réussie d'une vieille lutte (Bosi et Della Porta, 2012, p. 371). Les militants dont le parcours serait de type « instrumental » se sont tournés vers les organisations armées, pour poursuivre leur combat politique, après avoir considéré que la voie légaliste, dans le contexte de l'Italie de l'époque, était une impasse. Alors que les premiers sont portés par un contexte de bouillonnement international et national et une croyance révolutionnaire, les seconds vivent l'impasse du légalisme dans un contexte de « compromis historique »[25] et de multiplication des attentats de l'extrême droite (appuyés ou tolérés par le gouvernement) ainsi que des « massacres d'État » (*stragi di Stato*)[26]. La recherche de stratégies efficaces, confrontée à la clôture macrosociale des opportunités politiques, les ont conduits sur la voie de l'illégalisme voire de la violence politique (voir Balzerani, Fiore, Peci, Ronconi ; interviewés 26 et 27 *in* Bosi et Della Porta, 2012[27]). Sur le plan individuel (niveau micro), la mobilisation est liée à une

[24] Parmi ces Brigadistes, on compte le « célèbre » repenti Patrizio Peci.

[25] Cette expression désigne l'alliance politique du PC italien (PCI) avec la Démocratie chrétienne (DC) durant les années 1970 mais dont les origines remontent à 1946 (Balestri et Morini, 2017).

[26] Les *stragi di Stato* renvoient aux attentats indiscriminés perpétrés par l'extrême droite italienne avec la complicité de services de l'État. Ils ont fait 150 morts (Lazar et Matard-Bonucci, 2010, p. 7).

[27] De cette posture, nous avons également des témoignages dans notre enquête avec Aloys : « Tout ce qui est arrivé, à mon avis, a été principalement une réponse à une grande immaturité des syndicats et des partis qui ont commencé à co-gérer les usines, dans l'ensemble, surtout du côté des syndicalistes liés à la FIOM, qui ont bradé complétement toutes les luttes et toutes les

évolution des perceptions du contexte sociopolitique et motivée par la croyance selon laquelle les formes non-violentes de protestation politique sont inutiles face à la fermeture des opportunités politiques. Sur le plan macro et pour les militants de la voie « instrumentale », c'est souvent un événement transformatif qui a conduit ces acteurs à faire le dernier pas vers le groupe clandestin, qu'il s'agisse de la répression d'État, de l'activisme des contre-mouvements violents ou des actions des organisations armées existantes (Bosi et Della Porta, 2012, p. 372). En particulier, les événements traumatiques de la répression ont souvent été une étape dans leur militantisme, qui a résonné avec les changements perçus dans la structure des opportunités politiques (voir Susanna Ronconi, citée *in* Novelli et Tranfaglia, 2007, p. 160). Ce serait donc à la fois l'insatisfaction politique et le choc produit par certains événements, sur fond de clôture des OP, qui auraient poussé ces acteurs sur la voie de la lutte clandestine.

Enfin, la voie « solidariste » de l'activisme armé est marquée par une volonté de défense de sa propre communauté notamment contre la répression d'État et les attaques violentes de l'adversaire (groupes d'extrême droite). Parmi les militants que nous avons rencontrés, certains parcours sont illustratifs de cette entrée dans l'illégalité :

> « La répression était tellement forte qu'on a été contraint de s'organiser clandestinement. Du coup, comme beaucoup de jeunes et de très jeunes, j'ai commencé un parcours politique de solidarité : des personnes avaient besoin d'être soutenues pour de petites choses et *petit à petit*, je me suis canalisée plus sur un coup de cœur qu'un coup de réflexion ou idéologique. » (A. Soldati, PL)

Alors que dans la première forme d'entrée dans l'illégalité (la « voie idéologique »), la tradition idéologique et le passé historique glorieux constituent des facteurs déterminants, au même titre que des événements transformatifs et la clôture de la structure des opportunités politiques (SOP)[28] pour la « voie instrumentale », pour les militants « solidaristes », les facteurs décisifs résideraient plutôt dans des événements immédiats intervenant dans l'environnement proche des acteurs (incidence du macro sur le micro).

Les « chemins de l'activisme » armé, tels qu'ils se dessinent à partir de ces huit biographies et autobiographies d'ex-Brigadistes se caractérisent donc par des catalyseurs (« facteurs accélérateurs ») de l'engagement distincts. La voie idéologique serait stimulée par des sentiments de trahison suscités par les partis politiques existants tels le PCI[29] ainsi que par une phase de conflit exacerbé perçue comme le signal d'une situation potentiellement révolutionnaire. Sur les militants de la voie instrumentale

---

revendications ouvrières. De ce fait, il ne restait plus aucune issue, y compris démocratique, pour pouvoir agir dans ce contexte, il n'y avait plus moyen de se dire : "Maintenant, je vais te le faire payer", ce genre de choses. La lutte, elle, payait. Du moins on avait l'impression qu'il n'y avait plus rien à faire, sinon à travers une forme de marginalité qui a ensuite débouché sur ce genre d'actions [violentes], qui se sont petit à petit développées durant ces années. »

[28] La SOP est à l'origine décrite par Tarrow (1994, p. 85-89) à partir quatre éléments : le degré d'ouverture ou de fermeture des institutions politiques, la stabilité ou l'instabilité des alignements politiques, la présence ou l'absence d'alliés influents apportant leur soutien au mouvement considéré, l'existence de conflits et de divisions entre les élites.

[29] Sur les conséquences du « compromis historique », c'est-à-dire de l'alliance politique du PCI avec la Démocratie chrétienne (DC) au milieu des années 1970, sur les militants de la gauche extra-parlementaire, voir Ceci (2013a) et les témoignages de certains des intéressés (Gallinari, 2006 ; Stella, 2016).

pèseraient plutôt un contexte de clôture des OP ainsi que des événements traumatiques de répression résonnant avec les changements perçus dans la SOP[30]. La voie solidariste se construit enfin dans un « environnement caractérisé par des émotions intenses (parmi lesquelles la colère et la vengeance sont souvent citées) » (Bosi et Della Porta, 2012) mais également par une escalade de la violence dont les militants admettent qu'elle leur échappe en grande partie, plutôt qu'elle ne relève d'un choix idéologique ou stratégique (en termes d'efficacité).

1.2 INTERACTIONS MULTI-NIVEAUX ET PLURALITE DES VOIES VERS L'ILLEGALITE

L'analyse fine des trajectoires d'engagement ainsi que du recours à la violence politique illégale peut s'appuyer avec profit sur la notion de « mécanismes » (Mahoney, 2003). Cette notion est utile pour construire des explications causales générales : « un mécanisme est une explication précise, abstraite et basée sur l'action qui montre comment le surgissement d'événements déclencheurs génère régulièrement le type de résultat à expliquer » (Hedstrom et Swedberg, 1998, p. 6). Les définitions de la notion de mécanismes de causalité peuvent être regroupées en deux catégories (voir Della Porta, 2013, p. 24) : 1. les mécanismes sont soit conçus comme des chemins (historiques) qui impliquent une recherche d'événements, qui sont observables et dépendent du contexte ; 2. ils sont sinon considérés comme des explications de niveau micro qui impliquent une recherche de variables au niveau individuel. Néanmoins ils visent des explications causales universelles, comparables à des lois.

Dans les analyses de niveau macro, les mécanismes causaux (de type 1) ont été associés à l'identification de processus (Hall, 2003) dans une perspective de « reconstruction *causale* ». Il s'agit alors d'« expliquer un phénomène social donné – un événement, une structure ou un développement – en identifiant le processus par lequel il a été engendré » (Mayntz, 2004, p. 238). Les mécanismes font alors référence aux étapes intermédiaires entre les conditions et les résultats. Dans les explications de niveau micro (type 2), l'attention se porte plutôt sur l'agentivité (*agency*) individuelle, *i.e.* sur les dispositions et capacités d'action individuelles. Ainsi « la sociologie analytique aboutit à des explications en détaillant les mécanismes par lesquels les faits sociaux sont produits, or ces mécanismes font invariablement référence aux actions des individus et aux relations qui lient les acteurs entre eux » (Hedstrom et Bearman, 2009, p. 4) ». Enfin, D. Della Porta conçoit les mécanismes comme une concaténation d'événements reliant des causes macro (comme la transformation contextuelle) à des effets agrégés (tels des cycles de protestation[31]) par le biais d'agents individuels et/ou organisationnels. Cette interprétation associe une attention à la structure et à l'agentivité. Les mécanismes constituent alors des modèles d'action relativement abstraits qui peuvent se déplacer d'un épisode à l'autre, expliquant comment une cause créé une conséquence dans un contexte donné (Della Porta, 2013, p. 24 ; Tilly, 2001).

Au sein de ces mécanismes, certains facteurs jouent un rôle clef en favorisant l'entrée en radicalité et le recours à la violence politique. La littérature secondaire s'est efforcée

[30] Voir à cet égard Susanna Ronconi, *in* Novelli et Tranfaglia, 2007, p. 160. Cette lecture est également assumée par Ventura (1984) mais a fait l'objet de critiques (voir Le Quang, 2017).

[31] Un cycle de protestation se définit comme « une vague croissante puis décroissante d'actions collectives entremêlées et de réactions à ces actions dont l'agrégation, en termes de fréquence, d'intensité et de forme prise marque une ascendance puis une décrue dans un laps de temps assez rapproché » (Tarrow, 1993, p. 287).

de mettre en évidence des facteurs « précipitants », *i.e.* des déclencheurs spécifiques d'action, parmi les causes potentielles de la radicalisation, bien que cette perspective prête à discussion (voir Francis, 2012). En effet, la référence à des événements déclencheurs n'offre qu'une réponse partielle, car elle risque souvent d'être *ad hoc* ou réductrice (Crenshaw, 2011). Dans le cas de la violence politique, il s'agit plutôt de considérer un ensemble de facteurs déclencheurs s'orchestrant autour de quatre dimensions au moins : des changements d'environnement politique, une répression étatique, des concurrences entre mouvements sociaux et l'existence de contre-mouvements (Bosi, 2012, p. 178). Dans cette perspective, le recrutement au sein d'organisations clandestines italiennes a été interprété comme une « conversion », (Berger et Luckmann, 1966), laquelle obéirait à des *facilitating factors* (des expériences antérieures de violence et une « dévotion aux amis ») et à des *precipating factors* (solidarité avec un ami arrêté, réaction à la mort de militants, obligation d'entrer dans la clandestinité pour échapper aux poursuites…) (voir Della Porta, 1995 ; Sommier, 2008).

Toutefois la mise en évidence de ces facteurs de niveau macro ne doit pas exclure le fait qu'existent des causes multiples et conjoncturelles de mobilisation, même parmi les individus intégrés dans des réseaux similaires de production d'identité et évoluant dans des contextes structurels analogues (Viterna, 2006). Les chemins conduisant vers un engagement à « haut risque » sont divers. Ces voies multiples émergent de l'interaction structurée, au niveau individuel, de la biographie, des réseaux et du contexte situationnel. Cette perspective théorique sur le niveau micro des mobilisations permet de compléter les études méso-niveaux et macro-comparatives. En distinguant les variations micro-niveaux de ces processus d'engagement, on parvient à des théories plus précises sur l'activisme à haut risque, ce qui contribue à l'affinement de notre compréhension de niveau macro des causes, des succès, des échecs et des conséquences involontaires de la mobilisation clandestine (Viterna, 2006, p. 2-3). L'étude des interactions entre les niveaux micro, méso et macro permet ainsi de souligner les effets conjoints des cycles de vie, du contexte sociohistorique et culturel, et de la conjoncture immédiate sur les acteurs (Kessler et Masson, 1985, p. 285-321). Elle permet de ne pas surévaluer l'incidence d'un événement unique dans les trajectoires de vie (Pagis, 2018, p. 329.

L'identification des variations et des différences au sein des chemins de l'activisme armé, au croisement de la biographie individuelle, des réseaux et du contexte sociohistorique, présente au moins trois intérêts : en premier lieu, elle s'appuie sur des fondements théoriques solides : les militants sont hétérogènes ; les réseaux se font concurrence pour la mise en valeur de l'identité des individus ; un même contexte affecte différemment les individus en fonction de leur biographie et des ressources de leur réseau ; les réseaux, les biographies et les contextes évoluent au fil de la mobilisation (voir Viterna, 2006, p. 40). Or en persistant à vouloir identifier une voie unique, générale de la mobilisation, on ne parvient pas à saisir ces processus. En second lieu, cette approche est plus efficace empiriquement pour saisir les processus effectifs de mobilisation que des méthodes visant à identifier un modèle unique de mobilisation. Enfin l'identification des contextes d'engagement (*conjunctural paths*), liés à des circonstances ou à une conjoncture spécifique, permet d'établir si et comment des caractéristiques biographiques spécifiques (telles que le sexe, la race, la classe, l'âge, la sexualité), l'appartenance à un réseau (qu'il s'agisse d'organisations politiques, d'organisations religieuses, de syndicats, des liens familiaux ou locaux) ou des contextes situationnels changeants (comme des transitions démocratiques, la répression de l'État,

la mondialisation croissante, les luttes internationales) contribuent à la mobilisation populaire (voir Viterna, 2006, p. 41).

2. *Facilitating factors* : deux types de facteurs personnels

2.1 ORIGINE FAMILIALE

Les Brigadistes ayant suivi la « voie idéologique » tendent à se percevoir comme appartenant à une longue histoire de lutte, nourrie de récits de résistance et de références à cette dernière (Bosi et Della Porta, 2012, p. 371). À la différence de ceux ayant suivi les autres voies (*i.e.* instrumentale et solidaire), ils jouissent d'un passé familial aux traditions enracinées dans les luttes antifascistes et partisanes. Ils ne manquent pas de l'évoquer au cours de leurs récits. Ils « cadrent » (*frame*), *i.e.* explicitent et inscrivent le choix de se joindre à des luttes armées dans un narratif de continuité. La famille et leur environnement immédiat ont contribué à leur socialisation politique dans un contexte idéologique au sein duquel la rébellion pouvait être présentée comme une sorte d'obligation, en particulier dans un contexte perçu comme mûr pour la poursuite réussie d'une lutte menée par les générations antérieures. Ainsi ils ont une propension à concevoir leur engagement dans la lutte armée comme une sorte d'« obligation » morale (interviewé n° 17 *in* Bosi et Della Porta, 2012 ; Alfredo Buonavita, cité *in* Catanzaro et Manconi, 1995, p. 98). Margareth, également ex-Brigadiste, en témoigne :

> « À peine arrivée à Milan en 1969, de toute façon, j'avais en tête d'entrer tout de suite en communication avec les groupes politiques de ces années-là : *Lotta Continua,* le *Movimento Studentesco* ou *Avanguardia Operaia*. Je n'avais pas, je te l'ai dit, de grande préparation politique, mais le désir de m'impliquer dans tout cela était pour moi quelque chose de très important. Il y a eu aussi, c'est sûr, le "massacre" de Piazza Fontana, qui est un tournant, surtout en ce qui concerne le sujet de la violence, c'est-à-dire sur la quasi nécessité de recourir à la violence pour affirmer ses droits et un projet politique. Oui, *c'est ça, une sorte d'obligation, sans quoi rien n'est possible*. Ce sont les années pendant lesquelles on parle de "Résistance trahie", qui renvoie à toutes les années depuis la Libération. Il y a donc pendant ces années, disons, une grande identification avec le mouvement de la Résistance et avec certains résistants. »

Au-delà de l'expression de cet impératif moral, s'esquisse une interaction structurée, au niveau individuel, entre la disponibilité biographique, les réseaux existants de groupes clandestins et le contexte situationnel de massacres d'État s'inscrivant dans l'Italie d'après-guerre[32]. Sur le plan micro, on retrouverait les mêmes dispositions chez Alexandra, Brigadiste de la première heure, interrogée sur le sens de son engagement :

> « Je pensais que c'était mon devoir de se conformer à ce qu'on disait et à ce qu'on pensait. Un problème à la fois de cohérence interne, intérieure, et en même temps de prise de responsabilité – parce que je pensais que de toute

[32] On trouve une convergence comparable pour la « génération 68 » en France (Pagis, 2018).

> manière, ces responsabilités, il fallait que quelqu'un les assume, on ne pouvait pas seulement en discuter. »

L'engagement représente, pour ces militants, une forme d'accomplissement de leur parcours politique et de leur trajectoire de militants politiques. Néanmoins ces dispositions s'inscrivent dans des mécanismes représentant une concaténation d'événements reliant des causes macro, illustrées par une transformation contextuelle, à des effets agrégés se traduisant ici par l'intensité de la contestation de la fin des années 1960 et du début des années 1970, les agents individuels et organisationnels jouant un rôle de médiation. L'entrée dans la lutte clandestine constitue alors moins pour ces individus une rupture que la continuation d'un engagement antérieur dans un milieu fortement politisé (interviewé n° 6 *in* Bosi et Della Porta, 2012 ; Alberto Franceschini, cité *in* Fasanella et Franceschini, 2004, p. 3). Alors que Bosi et Della Porta concluent que ce type de trajectoire paraît plus présente chez les fondateurs des BR et qu'il tendrait à recouvrir une distinction générationnelle, notre enquête conduit à des conclusions distinctes.

Nos entretiens ont permis d'aborder le contexte familial des acteurs à partir d'une double entrée : d'une part, nous les interrogions sur leur parcours politique ce qui les conduisait souvent à évoquer le passé familial mais nous les avons plus spécifiquement questionnés, d'autre part, sur les traditions militantes ou les convictions politiques (communisme, antifascisme) au sein de leurs familles. Or la socialisation politique précoce qui caractérise l'ensemble de l'échantillon, sur laquelle nous reviendrons, s'associe fréquemment au fait d'avoir grandi dans un environnement familial ou local politisé. Cette politisation s'illustre notamment dans une participation à la résistance contre le fascisme durant la guerre et/ou par l'adhésion à une idéologie communiste. La mention de la résistance est récurrente dans les discours des militants italiens interrogés. Dans les faits, on constate que 17 activistes sur 33 sont issus de familles ayant connu un épisode de résistance ou s'étant nourrie d'une tradition communiste ou antifasciste, alors que 13 d'entre eux viennent de familles sans engagement politique, quelques-uns étant parfois issus de la bourgeoisie (N = 4) (voir Tableau IV).

Tableau IV. : Existence d'un héritage politique familial parmi les militants

Groupes	*Parents militants*	*Non*	*NSP*	*Effectifs*
BR	3	3	1	7
PL	**6**	3	2	11
LC	2	2		4
Potere Operaio	**4**	1		5
Autonomie ouvrière	2	**4**		6
Total	**17**	13	3	33

L'incidence de l'héritage familial semble plus forte parmi les premières générations de militants (voir Tableau V). Les parcours de ceux que nous avons rencontrés vérifient ici les conclusions de Bosi et Della Porta (2012) puisque plus de la moitié des acteurs nés avant les années 1950 ont des parents ayant eu un parcours d'engagement politique

dans la résistance, le communisme ou l'antifascisme[33]. Ces traditions familiales sont moins présentes pour les générations de militants nés après 1960 certainement également pour des raisons macrosociales : plus les militants sont jeunes, moins ils auront des parents résistants (du fait d'un décalage générationnel). Elles demeurent toutefois importantes pour la génération née au cours des années 1950 puisqu'elles concernent la moitié des militants rencontrés.

Tableau V. : Générations civiles et militance familiale

Parents militants	G 1	G 2	G 3	*Effectifs*
BR	2	1		7
PL	1	**5**	1	10
LC	1	1		4
Potere Operaio	**3**	1		5
Autonomie ouvrière		2		6
Total	6	10	1	17
Effectif total	11	21	1	33

Néanmoins ce type d'héritage est singulièrement plus présent et plus marqué parmi les acteurs ayant eu un rôle clef dans les organisations où ils ont œuvré (effet du micro sur le méso). Si l'on peut expliquer par un phénomène générationnel et historique l'extraction familiale de la première génération des activistes, en revanche la corrélation entre la place prise dans les organisations clandestines et l'origine familiale est à souligner et semble plus forte que celle entre générations civiles et convictions familiales. En effet, la majorité des individus ayant eu des responsabilités au sein de ces dernières avaient des parents politiquement engagés (voir Tableau VI, Tableau VII et Tableau XI). S'article ainsi une interaction remarquable, au niveau individuel, entre la biographie et la structure opérationnelle des réseaux militants, ce mécanisme ayant été peu mis en évidence par la littérature existante sur la période. Celle-ci a le plus souvent compartimenté l'étude méso- et l'étude microsociologique[34].

Tableau VI. *:* Héritage militant familial et positionnement des enquêtés dans les structures clandestines

Groupes	*Position dans les structures*	*Parents militants*	*Effectifs*
BR	Fondateurs	2	2
	À l'origine du groupe	1	2
PL	Fondateurs	2	3
	À l'origine du groupe	2	2
	Fondateurs d'une sous-structure	2	4
LC	Fondateurs	1	1

[33] Pour des conclusions analogues sur le cas italien, voir Della Porta (2013) ; sur le cas allemand, voir Steiner (1985) et Linhardt (2006) ; pour le cas basque, voir Crettiez (1997) et Guibet Lafaye (2020) ; sur l'extrême gauche européenne de l'époque, voir Guibet Lafaye (2019).

[34] Voir respectivement Clementi (2007), Galli (1986), Galmozzi (2019) et, d'autre part, Novelli et Tranfaglia (1988), Orsini (2012), Passerini (1996).

	Fondateurs d'une sous-structure	1	1
PO	Fondateurs	2	2
AO	Fondateurs	1	2
	À l'origine du groupe	1	2
Total		15	21

Tableau VII. *:* Synthèse de l'héritage politique familial et de la position dans la structure clandestine

Statut	*Parents militants*	*Effectifs*
Fondateurs	8	9
À l'origine historique du groupe	4	6
Fondateurs d'une sous-structure	3	5
Responsabilités	0	3
Total	15	23

Le passé familial ne dessine pas seulement l'horizon normatif sur lequel s'inscrit l'engagement individuel, mais aussi la référence à partir duquel s'élaborent le récit de soi et la construction des identités individuelles voire collectives. Les acteurs ne manquent pas d'y faire référence au cours des entretiens qu'ils y soient invités ou non. Cet horizon n'esquisse pas seulement un cadre historique mais trace également un univers axiologique à partir duquel se construit un cadrage à la fois de la situation sociohistorique mais également du sens de l'engagement, y compris chez les activistes les plus jeunes (voir citation infra de S. Segio, 2.2). A. Soldati (G. 3) articule le sens de son engagement autour de la notion de résistance tout comme la description des actions qui l'ont conduite vers la clandestinité. Elle explique qu'

> « il y avait tout un système de solidarité, de personnes solidaires et on savait très bien qu'on courait des risques, on se rencontrait un peu clandestinement pour voir ce qu'il fallait faire, ce qui était utile pour les personnes clandestines, etc. Et on était dans une sorte de situation de résistance. »

De façon complémentaire, A. Soldati interprète la signification de son engagement en ces termes (effet du macro sur le micro) :

> « C'était vraiment faire de la résistance… J'avais évidemment des souvenirs, des témoignages de la lutte partisane. Nous, avec les amitiés que je viens de décrire, on habitait une vallée assez particulière où il y avait eu une très forte présence, durant la guerre, de résistance et de partisans : tout le monde parmi nous avait quelqu'un de la famille qui s'était engagé dans cette résistance. Et c'était vraiment quelque chose – même si c'était ancien, mais pas autant qu'on le pense – en fait, c'était quelque chose d'encore présent, il y avait encore vraiment une valeur, des valeurs qui étaient présentes par rapport à ce passé familial pour quasiment nous tous. Je pense que cette situation-là, en quelque sorte, a aussi créé un terrain de sensibilité par rapport aux événements italiens et par rapport aux choix individuels de chacun. »

L'agentivité individuelle se nourrit alors d'une disponibilité biographique, se déploie à partir d'un environnement macro et familial spécifique mais également d'un réseau interrelations structurées, l'ensemble dessinant un mécanisme complexe conduisant vers l'illégalité.

2.2 MOTIVATIONS POLITIQUES

> « Ma génération, elle se sentait orpheline d'une révolution qui, en Italie, à certains moments brefs mais intenses, avait semblé à portée de demain après la Libération ; mais les espoirs de nos parents et de nos grands-frères s'étaient rapidement éteints, enfermés dans un système politique et social qui n'était démocratique que de nom, et ceux qui, comme moi, avaient une vingtaine d'années au plus au début des années 70, se sont retrouvés face à une décennie inaugurée dans le sang par l'attentat de Piazza Fontana et les rumeurs de coups d'État persistantes. *Mes choix, nos choix ont été grandement influencés par la volonté de terminer la révolution "interrompue" en 1945*, et de continuer la guerre civile, mais aussi la guerre de classe, qui en réalité ne s'était pas terminée avec l'instauration d'un régime démocratique de la République – même si cette volonté s'est rapidement transformée en mirage. » (S. Segio ; nous soulignons)

L'environnement familial n'est pas le seul facteur « facilitant » l'engagement dans l'activisme armé. Cet élément est médiatisé, sur le plan individuel et biographie, par des motivations politiques, elles-mêmes stimulées par un environnement macro (notamment international) et méso propice. L'adhésion à une idéologie de type révolutionnaire participe des facteurs « facilitants » l'engagement clandestin. Elle est consubstantielle à ce type d'engagement quoique pas systématiquement présente chez les militants de l'Autonomie. Au-delà des récits biographiques qui permettent de saisir le cadre idéologique dans lequel les enquêtés se situent, nous leur posions spécifiquement plusieurs questions contribuant à l'identifier : en premier lieu « Pourquoi avez-vous choisi de vous engager ? Quelle signification avait pour vous l'engagement ? », mais aussi « Pourquoi avez-vous accepté/choisi de vous battre et de prendre les armes ? », et enfin « Quel courant idéologique constitue pour vous une référence ? ». L'analyse thématique des raisons de l'engagement permet de mettre en évidence plusieurs types de mobiles que nous avons regroupés en cinq catégories : politique, soutien à la classe ouvrière (la lutte des classes), sentiments d'injustice, affectif (ou réactif), réponse à la répression. Le Tableau VIII rassemble l'ensemble des occurrences mentionnées ce qui explique qu'elles soient supérieures au nombre d'activistes interrogés.

Tableau VIII. *:* Motifs justifiant l'engagement militant

Motifs d'engagement	Politiques	Soutien à la classe ouvrière	Sentiments d'injustice	Affectif, réactif	Répression	Effectifs
BR	**6**	2	2	0	5	7
PL	**11**	4	3	2	3[35]	11
LC	**4**	2	0	0	0	3
PO	3	**5**	1	0	0	5

[35] Pour PL, il s'agit d'une répression ayant touché l'environnement proche.

Autonomie	**4**	3	1	0	0	6
Total	**28**	**16**	7	2	8	-

La rubrique « Sentiment d'injustice » forme une catégorie distincte dans la mesure où celui-ci associe une émotion ou un sentiment à une appréciation normative renvoyant à une conception du juste. Ne sont comptées dans cette catégorie que les occurrences faisant référence à un jugement de justice impliquant une dimension axiologique. La colonne « Affectif, réactif » rassemble les occurrences d'une réaction à une situation jugée insupportable qu'elle soit ou non répressive. Les réactions s'exprimant dans des sentiments d'intolérable, d'inacceptable, d'insupportable, etc. selon une modalité émotionnelle plutôt qu'au sein d'une argumentation ont été placées dans la catégorie « Affectif, réaction ». Cette catégorie quoique proche de celle de « Répression » est donc plus englobante.

Bien que la répression soit une figure récurrente des discours des militants, au principe de leur engagement se tiennent plutôt des motivations politiques qu'il s'agisse de mener la révolution, en particulier pour les Brigadistes, ou de venir en appui aux luttes de la classe ouvrière, dans une logique de lutte des classes, pour les militants PL et PO. Ces mobiles politiques s'inscrivent soit dans une visée de transformation sociale radicale, allant de la révolution à la réalisation d'une utopie sociale ou anticapitaliste, soit dans une perspective d'opposition et de lutte contre le régime politique existant, soit enfin dans une logique de nature plus réformiste de conquête des droits ou de lutte contre l'injustice sociale.

Tableau IX. *:* Mobiles politiques justifiant l'engagement illégal

Mobiles	*Occurrences*
Faire la révolution	**15**
Poursuivre une utopie[36] (dont l'anticapitalisme (N = 2))	6
Lutter contre le *statu quo* politique	5
Lutter contre l'État	2
Transformer la société[37]	**14**
Lutter contre l'injustice	2
Conquérir des droits	1
Résistance	1

Ces motivations politiques peuvent avoir un substrat idéologique, en l'occurrence marxiste-léniniste, comme le confie Giuseppe :

> « La rigidité intellectuelle, inhérente à une série de convictions propres aux marxistes-léninistes, c'était quelque chose à laquelle je tenais. Et d'ailleurs à l'intérieur de LC, ensuite, je faisais partie d'une frange, je ne sais pas comment l'appeler, d'un courant qui avec le

[36] Nous avons compté dans la catégorie « utopie » : « défendre une hypothèse politique, la bataille des idées, lutter pour un monde différent et plus juste, la référence aux luttes de libération et aux guérillas latino-américaines, l'anticapitalisme ».

[37] Dans la catégorie « transformer la société » figurent des occurrences comme : « transformation radicale de la société, changer le monde, changer l'état présent des choses et du monde, changer les choses, changer la société de façon rapide et violente, améliorer la qualité de nos vies, changer la réalité en partant de l'usine, changer les rapports personnels ».

> temps était devenu nettement moins spontanéiste et beaucoup plus lié à une forme léniniste d'organisation. »

Dans certains cas, les motifs politiques s'inspirent de figures mythologiques telles Che Guevara[38]. Contrairement à ce qui a pu être établi par la littérature secondaire (Bosi et Della Porta, 2012), les motivations politiques de l'engagement illégal perdurent à travers les générations civiles de militants (voir Tableau X). La constance du mobile politique à l'origine de l'engagement clandestin, à travers l'ensemble des générations de militants, est frappante. Paolino, entré dans les BR en 1975 après être passé par d'autres groupes, le souligne :

> « Toutes les organisations combattantes étaient porteuses d'une perspective politique, certaines plus, d'autres moins, certaines avec plus de clarté, d'autres moins, certaines d'une manière plus rebelle [*ribellistica*], d'autres plus scientifique. Ceci était toutefois le cadre dans lequel des dizaines et des centaines de groupes armés évoluaient, s'opposant aux BR pour [le] projet politique, ou tendant à converger. »

Ce type de motivations semble même plus fortement marqué parmi les acteurs nés à partir de la décennie 1950 (sachant que les fondateurs de groupes extra-parlementaires de notre échantillon et les militants se trouvant à leur origine n'appartiennent pas toujours aux générations nées avant 1950, voir Tableau IX et Tableau X). On ne trouve qu'une occurrence, dans la plus jeune génération, du témoignage d'une militante confiant son faible degré de politisation qu'il convient toutefois de nuancer par un engagement précoce (à 14 ans) dans la mouvance alternative et le parti radical[39].

Tableau X. *:* Évocation de mobiles politiques justifiant l'engagement des générations civiles au sein des groupes clandestins

Motivations politiques	G 1	G 2	G 3	*Effectifs*
BR	1	**5**		7
PL	1	**9**	1	11
LC	1	3		4
PO	**2**	1		5
Autonomie ouvrière	**3**	1		6
Total	**10**	**19**	**1**	30
Effectif total	12	20	1	33

[38] « Moi, j'avais tendance à être un Che Guevara en herbe, voilà, c'était mon mythe à la fois politiquement et militairement, une figure charismatique, un mythe qui dépassait largement à la fois Lénine, et tous les autres (il y a notamment les *Cahiers de prison*, de Gramsci), en toutes situations. » (M. B.)

[39] « Vous dire que j'ai vraiment adhéré 100 % à un projet politique, non, je ne peux pas dire ça. Même si bien sûr j'étais tout à fait consciente et d'accord avec les points… mais je dirais plutôt […] que je me suis retrouvée vraiment avec une rapidité foudroyante dans une situation qui m'a dépassée très très vite. Ça a été vraiment comme un aspirateur : je me suis trouvée aspirée par une situation parce qu'il n'y avait pas d'autre issue possible. » (A. Soldati) Le frère de l'enquêtée était également Brigadiste.

Nous avons toutefois montré, en d'autres lieux, qu'il n'y a pas de dichotomie entre l'affirmation d'un engagement militant motivé par des raisons politiques et une conception du recours à la lutte armée ou à la violence politique au nom de ce que Bosi et Della Porta nomment des justifications pragmatiques ou instrumentales (voir Guibet Lafaye, 2021).

Tableau XI. *:* Héritage militant familial, positionnement des enquêtés dans les structures clandestines et générations d'appartenance

Groupes	*Position dans les structures*	*G 1*	*G 2*	*G 3*	*Parents militants*	*Effectifs*
BR	Fondateurs	2			**2**	2
	À l'origine du groupe		2		1	2
PL	Fondateurs	1	1		**2** + 1 NSP	3
	À l'origine du groupe		2		2	2
	Fondateurs d'une sous-structure	0	4		**2**	4
LC	Fondateurs	1			1	1
	Fondateurs d'une sous-structure		1		1	1
PO	Fondateurs	2			**2**	2
AO	Fondateurs		1			2
	À l'origine du groupe	1	1		1	2
Total					**14** + 1 NSP	20

La revendication de motivations politiques (y compris au sens large de la défense de la classe ouvrière) s'explique du fait des trajectoires individuelles et de socialisation politique, ayant pris forme dès l'adolescence pour la plupart des militants rencontrés (voir Tableau XII). Au même titre que la constance de cette revendication, se dessine un trait commun à l'ensemble des générations rencontrées voire à l'ensemble de l'échantillon puisque 29 militants sur 32 témoignent d'un engagement politique avant leur participation aux groupes illégaux. Cette caractéristique concerne la totalité des militants nés avant 1950 et après 1960.

Tableau XII. *:* Socialisation politique antérieure à l'engagement illégal selon les générations civiles de militants

Socialisation politique antérieure	G 1	G 2	G 3	*Effectif total*
BR	2	4		7
PL	1	9	1	11
LC	1	2		3
Potere Operaio	3	1		5
Autonomie ouvrière	3	2		6
Total	**10**	**18**	**1**	29
Effectif total	12	19	1	32

Ces éléments permettent donc de dire que la disponibilité biographique s'adosse à un environnement familial et amical propice et se nourrit d'une idéologique politique, ces deux dimensions constituant des facteurs favorisant un engagement politique

clandestin. Dans le cas de l'Italie de l'époque, elles se trouvent médiatisées par un cadre axiologique construit autour de la référence à la résistance.

3. *Precipating factors* : un contexte social décisif ?

En complément de ces facteurs qui ont pu « faciliter » l'engagement (*facilitating factors*) se déploient également des facteurs ayant contribué à son accélération (*precipating factors*). L'option de la violence politique se cristallise le plus souvent au sein d'un « maillage complexe de relations sociopolitiques impliquant une pluralité d'acteurs tels que des institutions politiques et sociales, des élites et des groupes de pression, des contre-mouvements, des partis politiques et des médias » (Bosi, 2012, p. 181). Les facteurs qui vont précipiter son usage peuvent être de nature macro ou mésosociale et, dans des configurations plus rares, de type microsocial. Dans le cas de l'Italie, s'inscrivent dans la première catégorie la stratégie de la tension et les attaques ciblées et indiscriminées de l'extrême droite (voir introduction). On désigne par le syntagme « stratégie de la tension » une série d'attentats à la bombe, perpétrés dans des lieux publics entre 1969 et 1980, et dont les événements les plus marquants sont l'explosion de la bombe de la Banque de l'Agriculture, Piazza Fontana à Milan, le 12 décembre 1969, les bombes de Piazza della Loggia à Brescia en mai 1974 puis dans le train Rome-Munich (l'*Italicus*) en août de la même année, et, enfin, l'explosion dans la salle d'attente de la gare de Bologne le 2 août 1980 (voir Rayner, 2010 ; Biscione, 2020). Dans la deuxième catégorie, figurent « l'affaire Moro »[40] ou l'assassinat du syndicaliste Guido Rossa accusé d'avoir dénoncé un sympathisant des BR ; dans la troisième, la mort de militants engagés dans la même cause que soi. Certaines séquences temporelles prennent le statut d'« événements » décisifs (*turning points*) voire de *precipating factors*. Or « un événement en histoire est une jonction d'altérités, en plus d'un morceau de temps, il est appelé à prendre son devenir et son sens dans sa réception et dans les représentations qu'on a de lui » (Farge, 2002). En somme, la perception de l'événement n'est pas un donné en soi. Sa réalité est construite. Dès lors, des types d'interprétation totalement contradictoires peuvent émerger à son endroit selon la position assumée par l'acteur dans l'espace social[41]. L'événement est à la fois socialement fabriqué et approprié de façon différenciée selon les positions occupées dans l'espace social (Farge, 2002) ainsi que nous le soulignerons à partir des récits biographiques. S'appuyer sur les récits rétrospectifs d'acteurs impliqués dans les luttes sociales passées revient à les considérer comme des agents signifiants, activement engagés dans des activités de production et de reconduction du sens, pour eux-mêmes et auprès des autres membres des organisations, de leurs adversaires, ainsi qu'auprès de leurs auditoires ou des observateurs (Benford et Snow, 1988).

S'agissant du contexte italien des années 1960-1980, la persistance d'un climat de tension et de violence régnant dans l'Italie de l'époque a eu un rôle décisif sur le plan macrosocial. L'enquête que nous avons menée permet de préciser la nature des événements ayant subjectivement pesé sur les trajectoires individuelles. Elle autorise

[40] Le président de la Démocratie chrétienne (DC) est enlevé par les Brigades rouges puis exécuté le 9 mai 1978 après cinquante-cinq jours de détention. Cet événement va constituer un point de rupture dans l'approche de la lutte armée par nombre de militants.

[41] Pour une approche historiographique des représentations des responsabilités historiques et politiques, individuelles ou collectives du recours à la violence politique, voir Armani, 2005.

parallèlement la mise au jour des mécanismes intervenant aux niveaux macro, méso et microsociaux. La triangulation est, en la matière, particulièrement précieuse puisqu'elle autorise des recoupements et permet de révéler des événements transformatifs émergeant de la mémoire collective. Le Tableau XIII résume les occurrences des trois types d'événements mentionnés dans les discours recueillis.

Tableau XIII. *:* Incidence de facteurs extérieurs sur l'engagement politique

Événements	Macrosociaux	Mésosociaux	Microsociaux	Effectifs
BR	**6**	**4**	1	7
PL	**9**	5	2	11
LC	3	2	0	4
PO	**3**	**3**	1	5
Autonomie	5	3	0	6
Total	**27**	18	4	

Ces récits tendent à souligner le rôle prévalent du contexte macrosocial et d'événements précis dans les trajectoires d'engagement (effet du macro sur le micro) (voir Tableau XIII et annexe 4, Tableau XIV).

Tableau XIV. *:* Détails des facteurs ayant pesé sur l'engagement politique des enquêtés[42]

				Total	Total cumulé
Événements macrosociaux	Nationaux	Les « massacres d'État »[43]	Piazza Fontana (1969)	**11**	**14**
			Gare de Bologne, l'Italicus (1974)	2	
			massacre dans la prison d'Alessandria (1974)	1	
		Stratégie de l'État italien	Stratégie de la tension	3	5
			État vu comme un ennemi (contre-information)	2	
		L'extrême droite	Coup d'État Borghese (1970)	2	9
			Attentats fascistes (Brescia, 1974)	2	
			Les actions meurtrières des fascistes (ex : Varèse, Zibecchi (1975), Fausto	5	

[42] Ce tableau répertorie les réponses à la question « Y a-t-il des événements qui ont eu, pour vous, un rôle décisif ? ». Il est courant que les personnes interrogées mentionnent plusieurs incidents ce qui explique un nombre d'occurrences dans le tableau supérieur à celui des individus entendus.

[43] L'expression « massacres d'État » (*strage di Stato*) désigne la collusion entre l'appareil d'État italien et l'activisme d'extrême-droite dès l'attentat de Piazza Fontana en 1969, activisme appuyé par une partie des services secrets. La mise en œuvre de cette violence contribue à la consolidation de la « stratégie de la tension » dont l'objectif était de provoquer un tournant autoritaire dans le pays (voir Panvini, 2009 ; Lega et Santerini, 1976 ; Caprara et Semprini, 2007).

			Tinelli et Lorenzo « Iaio » Iannucci (1978))		
		Répression	Répression des mouvements sociaux (plusieurs exemples, Valle Giulia, 1968 ; chars d'assaut à Bologne, 1977 ; les étudiants)	**9**	**12**
			Mort de militants du fait de la répression (Giuseppe Pinelli (1969), Varalli (1975))	3	
		Le contexte social	Révoltes en Italie, Mai 68	2	7
			Les transformations sociales en Italie (progressisme)	1	
			Défaite de la classe ouvrière à Mirafiori en 1980 ; reflux du Mouvement ; l'abandon de l'horizon de la grève générale par les trois principaux syndicats du pays	3	
			Le mode de production capitaliste qui tue	1	
	Internationaux		Le Vietnam	4	**11**
		Les mouvements de libération	Les révoltes dans le monde (ex : États-Unis, Amérique latine) et les mouvements de libération, Che Guevara	**6**	
			L'expérience de Cuba	1	
		Les coups d'État	Coup d'État des colonels en Grèce en 1967	2	10
			Coups d'État dans le monde (Chili)[44]	**8**	
		La résistance	L'attentat contre Carrero Blanco	1	2
			La résistance	1	
		Valeurs et idéologie	L'internationalisme	1	2
			La solidarité mondiale	1	
Événements mésosociaux	Actions des BR		Séquestration et mort d'Aldo Moro (1978) ; l'attaque au cœur de l'État des BR (1)	**8**	**9**
			Autres actions des BR (le meurtre d'activistes/syndicalistes comme Guido Rossa (1979))	1	
	Camarades		Mort de camarades	**6**	**7**
			L'arrestation de camarades	1	

[44] Melchior reconnaît que le Chili a été utilisé comme un événement de propagande : « Si je dois citer un événement *que nous avons utilisé comme justification*, c'est une chose. Mais s'il y a eu un événement qui a précipité la nécessité de passer à la lutte armée, non, il n'y en a pas eu. Nous étions convaincus que tôt ou tard il faudrait passer à l'usage des armes. L'événement que nous, à des fins de propagande, nous avons utilisé pour justifier notre passage à la lutte armée a été le Chili. Mais nous avons utilisé cela pour en convaincre d'autres. »

	Actions des organisations (conséquences négatives)	Mort d'innocents par la gauche extra-parlementaire (Roberto Crescenzio, 1977)	2	4
		L'homicide du commissaire Luigi Calabresi (LC) (1972)	1	
		L'action de la rue Millio à Turin (PL) (1979)	1	
	Existence d'organisations ou du mouvement (aspect organisationnel)	L'antifascisme militant	2	2
		Fermeture des Circoli del proletariato giovanile, congrès de Rimini	2	2
	Aspect humain	L'élément humain dans la relation avec les camarades	1	1
Événements microsociaux	Biographiques	Licenciement d'usine	1	2
		Altercation avec le proviseur	1	
	Répression	Conscience d'être personnellement la cible de la répression	1	2
		La mort des amis	1	

L'existence même de formes organisationnelles clandestines constitue également, mais de façon secondaire, un facteur décisif ayant pesé sur les parcours individuels (effet du méso sur le micro). Le rôle, semble-t-il crucial, du contexte macrosocial se confirme pour chacune des générations rencontrées avec une unanimité, parmi les acteurs nés à partir des années 1950 et qui sont jeunes adultes à la fin des années 1960. La violence de l'époque, la répression d'État, les soupçons de collusion de l'État avec l'extrême droite sont mis en évidence de façon récurrente (voir Tableau XV)[45]. Si l'on peut attribuer à certains de ces événements macrosociaux une *fonction* de déclencheur, ce n'est que pour autant qu'ils s'inscrivent au sein d'un contexte cadré axiologiquement et normativement autour de la notion d'ennemi. Les « cadres » constituent des « schèmes d'interprétation » à partir desquels les individus « localisent, perçoivent, identifient et étiquettent » (Goffman, 1974, p. 21) des situations de la vie ordinaire et, plus généralement, des situations auxquelles ils sont confrontés, qu'il s'agisse de contextes de domination, d'exploitation, d'oppression, de guerre ou de violence. Ils confèrent un sens à des événements et à des situations, organisent l'expérience et orientent l'action. Sans eux et comme la remarque d'A. Franceschini infra le suggère, tout événement aussi important soit-il demeurerait dénué, au sens propre, de signification.

Tableau XV. *:* Incidence de facteurs extérieurs sur l'engagement politique des générations civiles de militants

Événements	Macrosociaux	Mésosociaux	Microsociaux	Effectifs
G 1	**8**	5	0	11
G 2	**15**	11	4	18

[45] Cette conclusion doit toutefois être mise en balance avec le rôle du contexte familial sur les choix d'engagement individuels.

G 3	1		0	1
Total	**24**	*16*	4	

Ces éléments permettent de proposer des conclusions s'écartant légèrement de celles de Bosi et Della Porta (2012), dans la mesure où l'on observe un effet comparable des dimensions macro et mésosociales sur les trajectoires des plus jeunes générations et des plus anciennes qui s'illustrent, majoritairement, dans ce que ces auteurs désignent comme la « voie idéologique ». Les récits ne permettent pas de dégager à partir du regard rétrospectif ni de la réflexivité individuelle des événements microsociaux majeurs ayant influencé les parcours individuels. La tendance notable des acteurs, dans les entretiens menés, à recontextualiser et à souligner le caractère décisif de certains événements macrosociaux en minorant le rôle des événements personnels contribue en outre à disqualifier les explications du terrorisme en termes de déséquilibre psycho-pathologique (Post, 1990) ou faisant fond sur la frustration relative (Gurr, 1970, p. 319) qui, dans le cas particulier de l'Italie, paraît dénuée de pertinence. Ces militants, tous inculpés pour des faits de terrorisme, se pensent comme des « acteurs politiques » et des agents de l'histoire, en l'occurrence comme producteurs de significations.

Nous avons fait le choix de placer du côté méso la mort de camarades ou d'amis militants, tués dans le cadre de leur engagement politique ou du fait d'être antifascistes. Il est incontestable que ces événements ont un effet micro pour autant qu'ils affectent personnellement l'enquêté. Cependant nous avons privilégié leur inscription du côté méso du fait du caractère non accidentel de leur mort liée à leur militance. Le Tableau XIV présente le détail et la nature des facteurs mentionnés par les activistes comme ayant été « décisifs » pour eux. Il permet d'aller au-delà du constat selon lequel les militants de la « voie idéologique » semblent « avoir compris plus vite que les autres et sans rupture individuelle spécifique avec leurs opinions politiques antérieures, que la situation avait changé et que la lutte armée paraissait désormais pertinente » (Bosi et Della Porta, 2012, p. 372).

Les événements macrosociaux évoqués s'articulent en deux grandes catégories faisant référence soit au contexte international (guerre du Vietnam, luttes de libération), soit au climat national (effervescence sociale, mouvements sociaux, répression d'État). Dans les deux cas, ils présentent une valence positive et négative. Ainsi le contexte peut être perçu aussi bien comme porteur d'espoirs pour le mouvement social italien que comme annonciateur de dangers[46]. Cette ambivalence caractérise la perception par les militants du contexte international aussi bien que national. D'une part, le climat international de lutte a pu intervenir comme une forme d'étincelle ou de déclic, associé aux événements des années 1968-1969[47] et les convaincre que « quelque chose était possible en Italie »[48]. D'autre part, la stratégie de la tension et le durcissement des rapports avec l'extrême droite, notamment les attentats perpétrés par celle-ci dans le pays et contre l'extrême gauche italienne, jouent aussi comme des éléments décisifs d'un « changement de la situation ». L'ambivalence avec laquelle se présente le contexte national intervient dans le souvenir de nombre de militants tels Alexandra qui, d'un côté, dénonce

[46] Ce qui permet également de nuancer les conclusions de Bosi et Della Porta (2012).

[47] Qu'il s'agisse des grèves, des occupations, des sabotages et, en réponse, des affrontements entre étudiants et forces de l'ordre comme à Rome (Valle Giulia) en mars 1968 ou de l'attentat de la banque de l'agriculture.

[48] Sur l'incidence du contexte international sur les mobilisations de masse de cette époque, voir Rossi, 2011, p. 434.

> « cet ennemi qui nous semblait sans pitié et décidé à tout pour faire obstacle au processus de transformation sociale [et] de l'autre côté, l'illusion que ces luttes qui avaient lieu pouvaient constituer un potentiel énorme. Elles nous semblaient presque invincibles ».

De même, si d'un côté la guerre du Vietnam et les mouvements de libération nationale qui fleurissent à l'échelle mondiale sont cités une dizaine de fois comme ayant stimulé les luttes italiennes (N = 11)[49], en revanche les coups d'État de l'extrême droite ont soulevé des inquiétudes (N = 9). En particulier, le coup d'État d'Augusto Pinochet au Chili le 11 septembre 1973 signe la fin des espoirs de l'instauration d'un régime socialiste par la voie démocratique (N = 8). Ainsi l'évocation d'un « changement de la situation » paraît plutôt liée à une évolution du climat social en termes de tension avec l'État, de violence subie de la part de l'extrême droite, de répression. Or ce « changement de la situation » concerne moins, dans notre enquête, la génération des fondateurs que les activistes qui en prennent le relais.

Le cadrage du contexte social italien apparaît toutefois sous des auspices plus négatifs que positifs. La perception qui en prévaut est marquée par la violence : violence d'État, violence de l'extrême droite, violence de la répression. Deux faits sont particulièrement saillants dans les représentations militantes : d'une part, l'attentat de la banque de l'agriculture, Piazza Fontana, le 12 décembre 1969, à Milan (N = 10), auquel pourraient être ajoutées la stratégie de la tension de l'État italien (pour un total de 19 occurrences sur 32 entretiens), et d'autre part, la répression des mouvements sociaux mais aussi des militants d'extrême gauche (N = 12). L'attentat de 1969 est rapidement conceptualisé sous la catégorie de « massacre » d'État. Ce type de catégorisations utilisé par les acteurs rencontrés – mais pas seulement[50] – est convoqué pour construire de la signification, l'énoncer, l'argumenter et la faire partager. Il participe de l'élaboration d'« univers de sens » (Schwartz, 1999) et de représentations qui guident l'action. L'effet « catalyseur » plutôt que « fondateur » du 12 décembre 1969 est fort bien souligné par A. Franceschini qui répond, de façon nuancée, à la question des événements personnellement décisifs :

> « Un élément qui a eu une signification, ayant posé certaines décisions, c'était les massacres, notamment le massacre de Piazza Fontana. Disons qu'il serait faux de dire qu'on a commencé la lutte armée à cause du massacre de Piazza Fontana… Car nous, même avant on pensait – en 1968 et ces années-là –, on pensait à construire des parcours violents comme lutte de libération. Mais le massacre de Piazza Fontana a *aggravé cette volonté*. On arrivait à un affrontement civil très violent. Donc le massacre de Piazza Fontana, pour moi, c'est un élément décisif, pas tant en termes de violence, mais de développement ultérieur de cette volonté de violence. Il a été *un accélérateur*. » (nous soulignons)[51]

---

[49] L'importance subjective de cette occurrence s'explique par l'orientation idéologique des acteurs. Elle ne constitue pas nécessairement un facteur objectif de transformation du contexte social italien.

[50] Voir Grispigni, 2012 ; Fumian, 2017.

[51] Alors même que dans l'entretien nous tentons de l'engager sur des phénomènes organisationnels, liés notamment à la création des BR, il insiste : « Le plus important, c'est cet épisode. Le plus important, c'est ça. Je cherche à me rappeler… Celui-ci et d'autres massacres qui

Ces propos permettent de saisir l'importance du statut de l'événement dans les trajectoires militantes. Un événement, si tragique ou insignifiant qu'il soit, lorsqu'il émerge recèle en lui (ou du moins en son énonciation) la vision du futur de ceux qui viennent de le subir ou de l'appréhender (Farge, 2002, p. 4). La vision du devenir est constitutive du « moment-événement », tout comme celle du passé : les acteurs évoquent ces occurrences en les caractérisant par rapport à une attente de ce qui devait se passer, à une annonce de ce qui est à venir. On parle de lui en fonction de ce qu'il risque d'anticiper. Cerner l'« événement » implique de se poser la question du sens et de mettre en lumière l'articulation entre la singularité des attitudes et le surgissement d'une durée de temps nouvelle concernant un ensemble spécifique de personnes, en l'occurrence la gauche extra-parlementaire italienne.

Dans ce domaine, on observe en particulier les effets méso et micro de la répression d'État (niveau macro). Elle participe d'un mécanisme portant les acteurs vers l'illégalité. Si la répression est venue *consolider* les convictions antérieures de certains militants, notamment de la « voie idéologique » (Bosi et Della Porta, 2012, p. 372) mais pas seulement, elle a, le plus souvent, joué un rôle de biais de confirmation dans le contexte du coup d'État chilien. Ainsi elle a pu légitimer, à la faveur d'une convergence d'événements se confirmant réciproquement, la mobilisation finale vers l'activisme armé (macro → micro). L'effet cumulatif des phénomènes de répression légale et paramilitaire confirme des biais cognitifs et des cadrages axiologiques défavorables au système politique en place[52]. Dans d'autres cas, la répression intervient comme une sorte de révélation ou de perte d'innocence. Il n'est pas certain que ce dernier phénomène soit davantage imputable aux militants des voies instrumentale et solidariste (Bosi et Della Porta, 2012, p. 372), dans la mesure où l'événement majeur en la matière est incarné par le « massacre » de Piazza Fontana en décembre 1969 dont on a vu le rôle axial dans les trajectoires de nombre de militants et dont l'importance est confirmée par l'historiographie (Lettieri, 2008, 2010)[53]. Cette occurrence est explicitement mentionnée par 10 personnes dont deux seulement appartiennent à la plus ancienne génération[54]. Il serait plus approprié d'envisager ce type d'événement comme à l'origine d'un « choc moral » qui n'a pas touché que les activistes extra-parlementaires mais qui, parmi eux, a donné lieu à des processus cognitifs de légitimation de la violence politique et de délégitimation de l'État[55]. S. Segio explicite la « perte de l'innocence » induite par cet événement :

> « Je crois qu'il faut penser le point de départ de cet engagement [le sien] comme un processus, et non pas comme un moment unique dont tout découlerait. Malgré cela, il a été dit que l'attentat de Piazza Fontana a causé la perte de l'innocence de toute une génération. Je me reconnais bien dans cette formule. Malgré le fait qu'à

---

se sont passés ensuite, le massacre de Brescia… C'est une série d'événements qui de quelque façon justifiaient – au moins à nos yeux – le choix de la lutte armée. »

[52] Pour une appréciation historiographique de l'état de la démocratie italienne de l'époque, voir Tranfaglia, 1981 ; Pasquino, 1984 ; Ceci, 2013b.

[53] Voir également Grispigni, 2012, p. 107 *et sqq*.

[54] Alberto Franceschini et Marco Boato (G 1), Federico, Margareth, Alexandra, M. F., S. Segio, M. Battisaldo, Guillermo, Émilia. Tous les autres militants sont de la G 2.

[55] Sur l'ampleur au sein de la société italienne de la délégitimation de l'État, induite par la « coproduction » des attentats, voir Rayner, 2008.

> l'époque j'étais très jeune[56], je participais déjà aux manifestations en souvenir de cet attentat et je me souviens à quel point cet attentat a été un *point de non-retour*, à partir duquel il était devenu évident, par la dimension sanglante de l'acte, que les mouvements qui poussaient pour transformer ce pays très conservateur, qu'ils soient soudains ou diffus, que le mouvement étudiant de 68 et de l'automne chaud ouvrier de 69 auraient comme conséquence la réaction des forces les plus conservatrices de l'État et des services secrets. »[57]

L'interaction sous-jacente au mécanisme conduisant vers l'illégalité politique conjugue des événements de type macro, incarnés par les évolutions conjoncturelles de la fin des années 1960 (« automne chaud »), une séquence répressive sévère et un raidissement des franges conservatrices du pays. S'inscrivant dans le cadre de mobilisations sociales portées par des organisations ouvrières et étudiantes, cette interaction donne lieu à des processus cognitifs individuels. Les récits des acteurs témoignent de cette dynamique réciproque entre les actions des forces de sécurité et celles des activistes, c'est-à-dire d'un mécanisme caractéristique des processus de radicalisation (Alimi, 2011, p. 108), dans un contexte d'ajustement mutuel des parties prenantes. Les actions militaires, alors mises en œuvre au terme de ces raisonnements et des transformations cognitives individuelles, ont ultérieurement contribué à accroître les tensions au niveau macrosocial (micro et méso → macro) dans un jeu d'ajustement réciproque des stratégies, en l'occurrence militaires, des acteurs en présence. En effet, le danger auquel il faut faire face, pour les groupes extra-parlementaires, n'est pas seulement incarné par l'État qui mène une répression systématique contre l'extrême gauche mais également par son allié d'extrême droite, auteur d'actions meurtrières visant aussi bien la population italienne que les activistes d'extrême gauche[58] (Tableau XIV, N = 8). Là où la littérature secondaire insiste sur la concurrence entre organisations dans la multiplication des groupes clandestins[59], les récits des militants soulignent, pour ce qui est de leur trajectoire personnelle ressaisie rétrospectivement, l'importance subjective et méso-sociologique des phénomènes de répression. Qu'elle intervienne sur

[56] Il avait 14 ans.

[57] S. Segio poursuit : « Cet attentat, qu'on a immédiatement qualifié de ''massacre d'État'', les fausses pistes que les forces policières et les ministres ont essayé de mettre en scène pour accréditer la thèse d'une responsabilité des gauches et des anarchistes, la mort de l'anarchiste Giuseppe Pinelli, jeté par la fenêtre du commissariat de Milan quelques jours après l'attentat, après avoir été illégalement privé de liberté, tout cela a provoqué dans les consciences des individus des sentiments de peur, mais également, dans mon cas par exemple, et peut-être surtout, de rage, et *la conscience plus ou moins claire que c'était cela, le nouveau terrain de l'affrontement : celui de la violence et du sang*. »

[58] L'historiographie n'a pas manqué d'explorer la question de la violence d'État ainsi que de l'implication des milieux néofascistes et des services secrets italiens au cours de cette période (voir par exemple Fumian, 2017).

[59] I. Sommier (2008) mentionne la compétition entre organisations gauchistes comme facteur déterminant de l'escalade italienne, avec le tournant militariste de PO et de LC à partir de 1972, le jeu de surenchère entre Brigadistes et autonomes puis entre autonomes : « Le processus de radicalisation qui caractérise le cycle italien (et conduit à son épuisement par la défection et l'élévation des coûts de l'engagement) est grandement lié aux compétitions entre groupes d'extrême gauche, mais aussi à leur confrontation sur le terrain de la rue avec les militants d'extrême droite. »

le plan macro ou méso, la répression qui peut conduire à la mort des camarades joue un rôle analogue de radicalisation des engagements (méso → micro) (N = 8). M. B. se souvient par exemple qu'il y a eu

> « dès le début des morts parmi mes camarades les plus proches, en particulier un. Ces choses-là, ce sont vraiment des tragédies humaines difficiles à oublier, du point de vue affectif, amical, toutes ces choses-là. D'un autre côté, ça renforçait notre désir de justice, et aussi, entre guillemets, un besoin de vengeance, à l'époque. Ce n'était pas des morts dus au hasard, il y a bien eu des gens qui ont eu leur part dans ces tragédies, et ces personnes étaient liées à l'État. Dans le contexte, d'un côté tu as ce sentiment de haine, d'opposition, de besoin de justice et de vengeance, tout ça. Mais de l'autre côté, tu te dis : "merde, il est mort, et ça pouvait être moi", et ça aussi, c'est une chose qui compte. On y pense. Aujourd'hui encore, en voyant comment les choses se sont passées, je me dis : "bon sang, on a payé le prix fort, nous aussi, pas seulement l'État et ses fonctionnaires". Disons qu'on a payé de chaque côté un prix très élevé ».

L'historiographie récente souligne également l'incidence des actions policières, ayant conduit à la mort de Brigadistes lors de fusillades (Mara Cagol, Walter Alasia, massacre de via Fracchia) ou de jeunes émeutiers lors des manifestations de 1977 (Franco LoRusso et Giorgiana Masi) (Guidon, 2010, p. 96 *et sqq.*). L'étude des huit biographies et autobiographies de Brigadistes suggère que, pour les militants de la « voie solidariste », les facteurs déterminants de l'activisme armé résideraient plutôt dans des événements immédiats intervenant dans l'environnement proche des acteurs (Bosi et Della Porta, 2012, p. 372). Notre étude montre pourtant le faible rôle des facteurs microsociaux dans les trajectoires individuelles. Lorsqu'ils interviennent, la perte de camarades n'est pas seule en cause. La répression de ces derniers joue aussi un rôle majeur dans l'inflexion des trajectoires vers l'illégalité comme les souvenirs d'A. Soldati[60], qui appartient à la dernière génération civile de militants, le suggèrent :

> « La répression était tellement forte qu'on a été contraint de s'organiser clandestinement. Du coup, comme beaucoup de jeunes et de très jeunes, j'ai commencé un parcours politique de solidarité : des personnes avaient besoin d'être soutenues pour de petites choses et *petit à petit*, je me suis canalisée plus sur un coup de cœur qu'un coup de réflexion ou idéologique. »

Le mécanisme par lequel les acteurs se trouvent ici portés vers l'illégalité se nourrit à la fois de dispositions propres à l'agent, en lien notamment avec un attachement axiologique aux valeurs de la solidarité et de la résistance, de l'existence de réseaux illégaux confrontés à des difficultés et du contexte situationnel porteur d'une très forte répression à l'encontre de l'extrême gauche. Parmi les « événements immédiats » ayant eu un effet de catalyseur de l'engagement, on compte la mort de militants et de camarades du fait de la répression ou de l'action de l'extrême droite. Ces événements jouent un rôle à la fois macro et micro : d'une part, ils structurent le climat et le contexte social de l'époque ; d'autre part, ils affectent les acteurs en les orientant dans des

[60] A. Soldati a rejoint PL dans les années 1980 mais elle a commencé son parcours politique à 14-15 ans dans la mouvance alternative (*i.e.* en 1975-1977) puis dans le parti radical.

directions spécifiques d'engagement, tel au moins qu'ils le revendiquent dans le récit *a posteriori* de soi (voir A. Stella).

Si les contextes nationaux et internationaux se présentent comme des catalyseurs d'engagement dans les parcours individuels (macro → micro), les facteurs mésosociaux paraissent avoir un effet ambivalent dans les récits rétrospectifs d'acteurs qui ont souvent pris leurs distances avec leur engagement dans la lutte armée. L'existence d'un antifascisme militant ou de structures opérationnelles clandestines, au sein desquelles se développent en outre une camaraderie ainsi que des liens humains très forts, constitue des facteurs qui ont pesé sur les parcours militants, bien qu'ils soient moins considérés comme « décisifs » par les militants (N = 4) que par la littérature secondaire sur les luttes de l'époque. Certains auteurs suggèrent en effet que les dispositions individuelles des acteurs importent moins que les liens qui les relient aux « autruis significatifs » (Berger et Kellner, 1988, p. 8), en l'occurrence aux acteurs principaux de la construction d'une vision du monde et de l'identité individuelle. Les propos d'Alexandra, évoquant les modalités de son entrée dans les BR, permettent de relativiser le rôle des liens personnels dans l'engagement politique à rebours de ce que la littérature secondaire a tenté de démontrer :

> « Non [ça n'était] pas grâce à une personne en particulier [qu'elle est entrée dans les BR]. J'avais des contacts depuis l'été précédent [1976], et puis c'est vrai, il y a eu un camarade qui est entré avant moi, même si cela n'a pas été déterminant dans mon choix, mais… c'est une question à laquelle il n'est pas très facile de répondre. Parfois, c'est un peu difficile à comprendre. Cela n'a pas été un des motifs qui m'a poussée à entrer mais, peut-être que s'il n'y avait pas eu quelqu'un que je connaissais et en qui j'avais confiance, peut-être que j'aurais eu beaucoup plus de difficulté à sauter le pas. Et peut-être aussi que je ne serais pas entrée dans les BR. Donc peut-être que le fait qu'il y avait déjà quelqu'un que je connaissais d'avant et en qui j'avais confiance a facilité mon entrée, du point de vue psychologique, pour moi – mais cela n'a pas été une des raisons de mon choix, voilà. »

Dans l'échantillon spécifique qui est le nôtre, le niveau méso a plutôt constitué un frein dans les trajectoires individuelles. Des processus de réflexivité critique ont été provoqués par les conséquences négatives d'actions militaires entreprises par les BR, LC, PL ou, plus généralement, par la gauche extra-parlementaire qu'il s'agisse de l'exécution du commissaire Luigi Calabresi par LC en 1972, de celle Guido Rossa en 1979, syndicaliste soupçonné d'avoir dénoncé des Brigadistes, de la mort d'innocents comme Roberto Crescenzio en 1977 dans une action de la gauche extra-parlementaire ou encore de l'action de la rue Millio à Turin (PL) en mars 1979 où un étudiant de 18 ans a perdu la vie. Parmi ces actions, l'enlèvement puis l'exécution d'Aldo Moro le 9 mai 1978 trouvent un statut singulier (N = 8), en particulier parmi les Brigadistes et les militants de l'Autonomie qui associent cet événement à la fin de leur mouvement. L'enquête que nous avons menée ne permet donc pas de conférer un rôle *prééminent* aux facteurs méso dans les mécanismes poussant les acteurs de la gauche extra-parlementaire italienne vers la clandestinité.

4. La répression, un événement « transformatif » ?

Pour une frange des Brigadistes sur la biographie desquelles Bosi et Della Porta se sont penchés, notamment pour les militants de la voie instrumentale, « c'est souvent un événement transformatif qui les a conduits à faire le dernier pas vers le groupe clandestin, qu'il s'agisse de la répression d'État, de l'activisme des contre-mouvements violents ou des actions des organisations armées existantes. En particulier, les événements traumatiques de la répression ont souvent été une étape dans leur militantisme, qui a résonné avec les changements perçus dans la structure des opportunités politiques (voir Susanna Ronconi, citée *in* Novelli et Tranfaglia, 2007, p. 160) » (Bosi et Della Porta, 2012, p. 374). Pour les militants de la voie instrumentale, l'insatisfaction politique et le choc produit par certains faits, sur fond de clôture des OP, les auraient poussés sur la voie de la lutte clandestine.

La question des « événements décisifs » a été explicitement posée, dans notre enquête, aux acteurs rencontrés. Ils désignent notamment des événements déclencheurs (*trigger events*) susceptibles de « produire des changements dans les répertoires culturels d'action collective » (Martin Alvarez et Rey Tristan, 2016, p. 5). Ils interviennent comme vecteurs de diffusion de nouveaux répertoires d'action, tels la lutte armée ou l'organisation armée clandestine. Si la répression semble avoir moins pesé que des événements macrosociaux orchestrant la stratégie de la tension, elle intervient néanmoins au deuxième rang des éléments mentionnés comme ayant eu un rôle de « turning points » dans les trajectoires individuelles. Sur le plan microsocial, il s'agit certainement d'un des facteurs les plus marquants, que l'on prenne conscience d'être devenu personnellement la cible de la répression ou que des amis militants aient trouvé la mort du fait de leur engagement. L'évocation de la répression, dans le contexte social, intervient dans 16 discours[61] qui mentionnent aussi bien des événements comme les affrontements entre étudiants et forces de l'ordre à Valle Giulia (Rome) le 1er mars 1968, la décision du ministre de l'intérieur Francesco Cossiga, soutenu par le PCI, d'envoyer des blindés à Bologne en réponse aux révoltes des étudiants et du mouvement autonome[62] ainsi que les multiples formes de répression qu'ont subies les étudiants. Sont également citées la mort de Giuseppe Pinelli, militant anarchiste, le 15 décembre 1969, « tombé » de la fenêtre du commissariat où il avait été arrêté à la suite de l'attentat de Piazza Fontana, celle de Claudio Varalli le 16 avril 1975 sous les coups d'Antonio Braggion, membre de l'organisation d'extrême droite *Avanguardia Nazionale*. Cet assassinat inaugure la « semaine sanglante » (voir annexe 4). Le Tableau XVI traduit l'importance de la répression dans les trajectoires militantes d'un point de vue générationnel.

Tableau XVI. : Évocation de la répression à travers les générations militantes

Générations	*Répression évoquée*	*Effectifs*
G 1	4	11

[61] Ce sont toutefois 24 (16 + 8) personnes sur 33 qui avouent avoir été marquées, dans leurs parcours, par la répression menée par la police ou par l'extrême droite (voir annexe 4).

[62] Francesco Cossiga a ensuite reconnu que le fait d'avoir envoyé à Bologne, après la mort de Lorusso, les véhicules blindés des carabiniers dotés de mitraillettes sur le toit, avec l'accord des communistes de la ville a conduit beaucoup de gens à se rapprocher des BR ou de PL.

G 2	**11**	21
G 3	1	1

C'est donc au sein des militants nés à partir de la décennie 1950 que l'effet de la répression a été le plus marquant sur les parcours. Ce phénomène s'explique notamment du fait qu'elle sévit particulièrement entre la toute fin des années 1960 et trouve son apogée dans une logique d'affrontement ouvert – plutôt que de répression judiciaire – dans la première moitié des années 1970 au moment où, parallèlement, les groupes extra-parlementaires pullulent et sont très actifs, y compris en matière de recrutement clandestin.

Œuvre donc, au sein des trajectoires d'engagement, une conjonction de *facilitating factors* et de *precipating factors*. Della Porta (1995) et Sommier (2012) décrivent les premiers, pour le cas italien, à partir d'expériences antérieures de violence et d'une « dévotion aux amis ». Elles explicitent les seconds en lien avec la solidarité avec un ami arrêté, la réaction à la mort de militants, l'obligation d'entrer dans la clandestinité pour échapper aux poursuites (Sommier, 2012, p. 19). Comme nous l'avons vu, la première catégorie demanderait toutefois à être complétée en référence à l'environnement familial et aux traditions de résistance dans lesquelles les militants ont souvent baigné (voir Tableau IV) ainsi qu'aux effets de socialisation politique antérieure à l'engagement illégal puisque la quasi-totalité des personnes rencontrées a eu une socialisation politique très précoce et, dans tous les cas, au sein d'organisations politiques légales avant d'opter pour une pratique clandestine (Tableau XII). Sur le plan individuel, les facteurs familiaux, cognitifs et axiologiques sont des dimensions motrices des mécanismes de l'engagement clandestin. De même, la catégorie des facteurs accélérateurs (*precipating factors*) suppose d'être étendue au-delà des éléments microsociaux précédemment cités pour inclure des facteurs macrosociaux, tels les coups d'État de l'extrême droite[63] en Italie ou militaires au Chili, ainsi que des événements répressifs tels la mort de Giuseppe Pinelli, produisant des mécanismes cognitifs qui alimentent les raisons de l'engagement. Les mécanismes de l'engagement clandestin s'alimentent ainsi d'un contexte situationnel de violence d'État, légale et illégale.

En effet, les structures étatiques répressives mobilisent la dissidence antiétatique par leur recours à une violence aveugle et ne laissent en fait aux citoyens « aucune autre issue » que l'engagement illégal voire la révolution (voir Goodwin, 2001). La répression d'État joue souvent un rôle central dans la mobilisation des militants, lorsqu'ils sont convaincus de n'avoir pas d'autre issue. Toutefois ce lien n'est pas direct. Une médiation intervient : l'efficacité de la répression, dans les mécanismes d'engagement étudiés, s'explique par sa propension à susciter involontairement des environnements de recrutement efficaces et des conditions de recrutement évidents (liés à la reformulation des cadres cognitifs à partir desquels appréhender les contextes), que les « entrepreneurs » de mouvements sociaux peuvent ensuite utiliser. De plus, si la répression est importante pour la mobilisation extra-parlementaire, il convient toutefois de souligner les variations dans la façon dont le contexte de répression se transforme au cours du mouvement et dans la manière dont la répression affecte les individus différemment en fonction de leur biographie (niveau micro/individuel) et de leur appartenance à un réseau (niveau méso) (voir Viterna, 2006, p. 10). Ces variations imposent de distinguer la stratégie de la tension de la confrontation avec la police dans les manifestations mais surtout de la répression systématique appuyée sur un système

[63] Rappelons la tentative de coup d'État du Prince Junio Valerio Borghese dans la nuit du 7 au 8 décembre 1970.

judiciaire s'adaptant à la lutte contre le terrorisme par des lois *ad hoc*, telles la loi Reale[64].

Il convient, en effet, de ne pas avoir une appréhension trop statique des effets de la répression. En Italie, comme dans d'autres conflits asymétriques, les niveaux et les types de répression évoluent en fonction du rapport de force. Ces variations ont un impact direct sur la manière, le moment et les raisons de l'engagement clandestin. Au début du Mouvement, la répression touchant les mobilisations sociales a eu un effet de cohésion des forces d'extrême gauche et a provoqué l'engagement d'un cercle large d'acteurs. À partir de la seconde moitié des années 1970, la répression systématique et très large du Mouvement, associée à la torture et aux lois sur les repentis[65], a précipité certains passages à la clandestinité par effet de « cascade » : l'arrestation d'un militant met en danger plusieurs d'entre eux qui, pour se protéger, doivent alors fuir dans la clandestinité. Peut-on dès lors établir que la répression a été un catalyseur poussant des militants déjà actifs dans la lutte illégale (macro → micro) ? Il serait plus juste de dire, au vu des trajectoires des militants interrogés, que ceux qui étaient politiquement actifs semblent avoir été poussés dans l'activisme clandestin du fait d'identités de participation déjà fortes[66].

Conclusion

L'enquête que nous avons menée permet de nuancer les conclusions établies par Bosi et Della Porta (2012) concernant l'activisme armé en Italie à la fin du XXe siècle sur plusieurs points, qu'il s'agisse de l'environnement familial dans lequel ses acteurs ont été socialisés, de leur adhésion à des motivations politiques ou idéologiques plutôt que pragmatiques ou solidaristes, et enfin des facteurs macro, méso et microsociaux ayant pesé sur leurs trajectoires d'engagement.

En premier lieu, l'incidence de l'héritage politique familial sur les trajectoires semble forte tout au long du cycle politique, que les militants soient nés avant ou après la décennie 1950. La corrélation pertinente ne se formule pas tant en termes chronologiques et générationnels qu'en lien avec les positions occupées par les activistes dans les groupes clandestins et avec leurs implications en matière organisationnelle et opérationnelle. De façon très majoritaire, les individus ayant fondé des cellules ou des colonnes clandestines, ou bien qui ont eu des responsabilités en leur sein, sont issus de familles ayant eu un engagement politique marqué par l'antifascisme, le communisme et/ou la résistance. Ainsi l'effet de l'héritage familial paraît remarquable parmi les acteurs ayant eu un rôle clef dans les organisations où ils ont œuvré. Cet héritage constitue un élément notable des mécanismes de l'engagement illégal au titre de facteur « facilitant » ces implications.

Nous avons, en second lieu, mis en évidence une influence comparable des dimensions macro et mésosociales sur les trajectoires des plus anciennes générations considérées comme emblématiques de la « voie idéologique ». Là encore, notre travail

[64] La « Loi Reale » sur l'ordre public a été votée en 1975. Elle marque le début d'une législation d'urgence contre le terrorisme en augmentant la durée légale de détention provisoire, en portant la durée de garde à vue à 96 heures sans requérir de décision de justice, en autorisant l'usage des armes à feu par les forces de l'ordre pour prévenir les crimes de terrorisme.

[65] Voir le décret-loi du 15 décembre 1979.

[66] Des conclusions similaires ont émergé dans des contextes de lutte clandestine très différents (Viterna, 2006, p. 38).

permet de compléter et de corriger la littérature existante. Que ce soit au sein des Brigadistes comme dans l'ensemble des groupes étudiés de PL à PO, le motif politique et idéologique d'engagement illégal est prévalent et persiste à travers les générations. Contrairement à ce qui a été établi par la littérature secondaire (Bosi et Della Porta, 2012), la motivation politique, « idéologique » est encore plus présente dans la génération née à partir des années 1950 que dans celle née antérieurement. Ce facteur « facilitant » redouble, au plan micro, les effets de l'héritage familial dans les mécanismes d'engagement clandestin.

Notre ambition était enfin d'expliciter, dans les parcours vers la clandestinité, la place de certains événements ou phénomènes, tels que la répression, dans les logiques sous-jacentes à des conduites et à des représentations de militants politiques de la gauche extra-parlementaire armée italienne des années 1960-1980. Sans nécessairement pouvoir toujours être qualifiés, à partir des récits rétrospectifs, d'événements « déclencheurs », certains faits trouvent, dans un contexte « cadré » axiologiquement et normativement, une fonction signifiante. Au-delà du choc moral qu'ils suscitent, ils interviennent en confirmant des biais cognitifs ou des cadrages axiologiques, en l'occurrence défavorables à l'État ainsi qu'au gouvernement en place ou au système établi. Le cas de l'attentat de Piazza Fontana est, de ce point de vue, paradigmatique. Dans le cas de l'Italie, s'ajoute l'effet cumulatif d'événements marquants, notamment de répression à l'égard des mouvements sociaux sur plusieurs décennies et incarnés par la stratégie de la tension. *A contrario*, les récits recueillis ne permettent quasiment pas de dégager à partir du regard rétrospectif ni de la réflexivité individuelle des événements microsociaux ayant influencé les parcours individuels. Si l'on ne peut écarter le rôle de la dimension méso-sociologique dans les mécanismes de l'engagement politique clandestin, les récits rétrospectifs suggèrent un effet majeur des niveaux micro (héritage familial, cadre axiologique) et macrosociaux sur les trajectoires individuelles, conférant à la répression et à la violence d'État, légale et paramilitaire, une fonction cardinale.

Références

Alimi Eitan Y., « Relational Dynamics in Factional Adoption of Terrorist Tactics : A Comparative Perspective », *Theory and Society*, vol. 40, n° 1, 2011, p. 95-119.

Armani Barbara, « Anni settanta. Movimenti, violenza politica e lotta armata tra memoria e rappresentazione storiografica », *Storica*, vol. 11, n° 32, 2005, p. 41-82.

Armani Barbara, « La production historiographique, journalistique et mémorielle sur les années de plomb », *in* Marc Lazar (éd.), *L'Italie des années de plomb. Le terrorisme entre histoire et mémoire*, Autrement, 2010, p. 192-207.

Balestrini N. et P. Moroni, *La horde d'or. La grande vague révolutionnaire et créative, politique et existentielle. Italie 1968-1977*, Paris, éd. de l'Éclat, 2017 [1988].

Balzerani Barbara, *Camarade Lune*, Paris, éditions Cambourakis, 2017 [1998].

Benford R.D. et D.A. Snow, « Ideology, Frame Resonance, and Participant Mobilization », *International Social Movement Reseach*, vol. 1, 1988, p. 197-217.

Berger Peter et H. Kellner, « Le mariage et la construction de la réalité », *Dialogue*, n° 102, 1988, p. 6-23.

Berger P. et Thomas Luckmann, *La construction sociale de la réalité* [1966], Paris, Meridiens-Klincksieck, 1986.

Biscione Francesco, « Strategia della tensione. Genesi e destino di un'espressione », *Bibliomanie. Letterature, storiografie, semiotiche*, vol. 50, n° 12, 2020.

Bosi Lorenzo, « État des savoirs et pistes de recherche sur la violence politique », *Critique internationale*, n° 54 - janvier-mars 2012, p. 171-189.

Bosi Lorenzo et Donatella Della Porta, « Micro-mobilization into Armed Groups: Ideological, Instrumental and Solidaristic Paths », *Qual. Sociol.*, vol. 35, 2012, p. 361-383.

Bourdieu Pierre, « L'illusion biographique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, vol. 62/63, juin 1986, p. 69-72.

Calvi Maurizio, Alessandro Ceci, Angelo Sessa et Giulio Vasaturo, *Le date del terrore. La genesi del terrorismo italiano e il microclima dell'eversione dal 1954 al 2003*, Rome, L. Sossella, 2003.

Catanzaro R. et L. Manconi (dir.), *Storie di lotta armata*, Il Mulino, Bologne, 1995.

Caprara M. et G. Semprini, *Destra estrema e criminale*, Newton Compton ed., Rome, 2007.

Cartier Marie et Alexis Spire, « Approches générationnelles du politique », *Politix*, vol. 4, n° 96, 2011, p. 7-15.

Ceci Giovanni Mario, *Moro e il PCI: la strategia dell'attenzione e il dibattito politico italiano (1967-1969)*, Rome, Carocci, 2013a.

Ceci Giovanni Mario, *Il terrorismo italiano: storia di un dibattito*, Rome, Carocci, 2013b.

Clementi M., *Storia delle Brigate Rosse*, Odradek Edizioni, Rome, 2007.

Codaccioni Vanessa, « Expériences répressives et (dé)radicalisation militante », *Cultures & Conflits*, vol. 1, n° 89, 2013, p. 29-52.

Crenshaw Martha, *Explaining Terrorism: Causes, Processes and Consequences*, Londres, Routledge, 2011.

Crettiez X., *La violence ethno-nationaliste contre l'État. Les exemples basque et corse*, Paris, Université Paris 1, thèse de doctorat de troisième cycle en science politique, 1997.

Curcio Renato, *À visage découvert : entretiens avec Mario Scialoja*, Paris, Éditions Lieu commun, 1993.

Della Porta Donatella, *Social Movements, Political Violence and the State*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995.

Della Porta Donatella, *Clandestine Political Violence*, Cambridge, Cambridge University Press, 2013.

Della Porta D. et D. Rucht, « Left-Libertarian Movements in Context : Comparing Italy and West Germany, 1965-1990 », *in* C. J. Jenkins et B. Klandermans (dir.), *The Politics of Social Protest. Comparative Perspectives on State and Social Movements*, Minnesota, Univ. Press of Minnesota, 1995, p. 229-272.

Dogliani Patrizia, « Générations et révoltes au XXe siècle dans l'histoire et l'historiographie italiennes », *L'Homme et la société*, n° 111-112, 1994, Générations et mémoires, p. 67-76.

Donato G., *La lotta è armata. Sinistra rivoluzionaria e violenza politica in Italia (1969-1972)*, Derive Approdi, Rome, 2014.

Farge A., « Penser et définir l'événement en histoire. Approche des situations et des acteurs sociaux », *Terrain*, n° 38, 2002, p. 69-78.

Fasanella Giovanni, Giovanni Pellegrino, Claudio Sestrieri, *Segreto di Stato. La verità da Gladio al caso Moro*, Turin, Einaudi, 2000.

Franceschini Alberto, *Mara, Renato e io*, Milan, Mondadori, 1988.

Franceschini Alberto (entretien avec Giovanni Fasanella), *Brigades rouges. L'histoire secrète des BR racontée par leur fondateur*, Paris, Éditions du Panama, 2005.

Francis Matthew, « What causes Radicalisation? Main lines of consensus in recent research », *Guides*, 24 Jan, 2012 ; http://www.radicalisationresearch.org/guides/francis-2012-causes-2/

Fumian Carlo, « Il problema dello Stato tra verità storica e verità giudiziaria », *in* Carlo Fumian et Angelo Ventrone (dir.), *Il terrorismo di destra e di sinistra in Italia e in Europa. Storici e magistrati a confronto*, Padoue, Padova University Press, 2018, p. 3-12.

Galleni Mauro (dir.), *Rapporto sul terrorismo*, Milan, Rizzoli, 1981.

Galli G., *Storia del partito armato. 1968-1982*, Milan, Rizzoli, 1986.

Gallinari Prospero, *Un contadino nella metropoli. Ricordi di un militante delle Brigate Rosse*, Milan, Bompiani, 2006.

Galmozzi Chicco, *Figli dell'officina. Da Lotta continua a Prima linea: le origini e la nascita (1973-1976)*, Milan, Rome, Derive e approdi, 2019.

Goffman E., *Frame Analysis: An Essay on the Organization of the Experience*, New York, Harper Colophon, 1974.

Goodwin J., J. Jasper et F. Polletta (dir.), *Passionate Politics. Emotions and Social Movements*, Chicago & Londres, The University of Chicago Press, 2001.

Grandi Aldo, *L' Ultimo Brigatista*, Turin, BUR, 2007.

Grispigni Marco, « La strage è di Stato. Gli anni settanta, la violenza politica e il caso italiano », *in* Neri Serneri Simone (éd.), *Verso la lotta armata: la politica della violenza nella sinistra radicale degli anni Settanta*, Bologne, Il Mulino, 2012.

Guerri Giordano, *Patrizio Peci. Io, l' Infame*, Milan, Mondadori, 1983.

Guibet Lafaye C., « Légitimer, rationaliser, expliquer la violence politique. Rationaliser la violence politique », *Sociologie et sociétés*, Presses de l'Université de Montréal, Canada, 2017.

Guibet Lafaye Caroline, *Armes et principes. Éthique de l'engagement politique armé*, Paris, éd. du Croquant, 2019.

Guibet Lafaye Caroline, *Conflit au pays basque : regards des militants illégaux*, Oxford, Peter Lang, 2020.

Guidon Guillaume, « Images de la violence, violence des images. La violence politique et sa représentation dans la photographie de presse italienne (1969-1984) », *Histoire*, 2010, italienne (1969-1984). Histoire. 2010. https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-00593295.

Gurr Ted Robert, *Why Men Rebel ?*, Princeton, Princeton University Press, 1970.

Guzzo Domenico, *Rome dans les années de plomb. L'inscription urbaine des violences politiques (1966-1982)*, Bayonne, IFJD, 2019.

Hall P.A., « Aligning Ontology and Methodology in Comparative Research », *in* J. Mahoney et D. Rueschemeyer (ed.), *Comparative Historical Analysis in the Social Sciences*, Cambridge, UK et New York, Cambridge University Press, 2003.

Hedström P. et R. Swedberg (eds.), *Social Mechanisms: An Analytical Approach to Social Theory*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998.

Kessler D. et A. Masson, *Cycle de Vie et Génération*, Économica, Paris, 1985.

Lanzoni M onica, « Les exilés politiques italiens et la Doctrine Mitterrand : Le juridique, le politique et l'asile français », *Viaggiatori. Circolazioni, scambi ed esilio*, vol. 1, n° 1 (1° Septembre 2017).

Lazar Marc, « Les années de plomb : une guerre civile ? », *in* Marc Lazar et Marie-Anne Matard-Bonucci, *L'Italie des années de plomb*, Paris, Autrement, 2010.

Lazar Marc et Marie-Anne Matard-Bonucci (dir.), *L'Italie des années de plomb* : *le terrorisme entre histoire et mémoire*, Paris, Autrement, 2010.

Le Quang Grégoire, « “Terrorisme” contre “lutte armée” : la guerre des mémoires de l’Italie des « années de plomb », de 1981 à aujourd’hui », communication au Colloque « Les conflits de mémoire : arts, histoire, commémorations », Université du Maine, 6-7 avril 2017.

Lega A. et G. Santerini, *Strage a Brescia. Potere a Roma. Trame nere e trame bianche*, Milan, Mazzotta, 1976.

Lettieri Carmela, *L’Italie contemporaine*, Paris, Ellipses, 2008.

Lettieri Carmela, « L’Italie et ses Années de plomb. Usages sociaux et significations politiques d’une dénomination temporelle », *Mots. Les langages du politique* [En ligne], 87 | 2008, mis en ligne le 21 juillet 2010, consulté le 12 octobre 2012.

Linhardt Dominique, « Guerrilla diffusa », *Politix*, vol. 2, 2006, n° 74, p. 75-102.

Mahoney J. et D. Rueschemeyer (ed.), *Comparative Historical Analysis in the Social Sciences*, Cambridge, UK et New York, Cambridge University Press, 2003.

Mannheim K., *Le problème des générations*, Paris, Nathan, 1990 [1928].

Martin Alvarez Alberto et Eduardo Rey Tristan (eds.), *Revolutionary Violence and The New Left: Transnational Perspectives*, New York, Routledge, 2016.

Mayntz Renate, « Organizational Forms of Terrorism – Hierarchy, Network, or a Type sui generis? », MPIfG Discussion Paper 04/04, Cologne, Max-Planck-Institute for the Study of Societies, MIPT Terrorism Knowledge Base, 2004.

McAdam D., « Recruitment to High Risk Activism. The Case of Freedom Summer », *American Journal of Sociology*, vol. 92, n° 1, 1986, p. 64-90.

Moretti Mario, *Brigate rosse una storia italiana*, avec Mosca Carla et Rossana Rossanda, Milan, Anabasi, 1994.

Morucci Valerio, *La peggio gioventù. Una vita nella lotta armata*, Milan, Rizzoli, 2004.

Novelli Diego et Nicola Tranfaglia, *Vite sospese. Le generazioni del terrorismo*, Milan, Garzanti, 1988.

Orsini Alessandro « Poverty, Ideology and Terrorism: The STAM Bond », *Studies in Conflict & Terrorism*, vol. 35, n° 10, 2012, p. 665-692.

Pagis J., *May ’68. Shaping Political Generations*, Amsterdam, Amsterdam University Press, 2018 [2014].

Passerini L., *Autobiography of a Generation, Italy ‘68,* Hanover (NH), Wesleyan University Press, 1996.

Panvini G., *Ordine nero, guerriglia rossa. La violenza politica nell'Italia degli anni sessanta e settanta (1966-1975)*, Einaudi, Turin, 2009.

Pasquino Gianfranco, « Sistema politico bloccato e insorgenza del terrorismo: Ipotesi e prime verifiche », in Gianfranco Pasquino (ed.) *La prova delle armi*, Bologne, Il Mulino, 1984.

Persichetti Paolo, « Des siècles de domestication de la violence ? », Éditions Léo Scheer, coll. « Lignes », vol. 3, n° 9, 2002, p. 205-234.

Post J. M., « Terrorist psychologic: terrorist behaviour as a product of psychological forces », *in* W. Reich (dir.), *Origins of terrorism; psychologies, ideologies, theologies, states of mind*, New York, Cambridge University Press, 1990.

Rayner Hervé, « Les théories du complot dans les interprétations du terrorisme en Italie : la prégnance du point de vue cryptologique », *in* Gius Gargiulo et Otmar Seul (dir.), *Terrorismes : l’Italie et l’Allemagne à l’épreuve des années de plomb (1970-1980). Réalités et représentations du terrorisme*, Paris, éd. Michel Houdiard, 2008, p. 162-193.

Rayner Hervé, « Protéger, subir et réprimer : la délicate ‘‘gestion’’ du terrorisme par l’État italien durant les ‘‘années de plomb’’ », *in* M. Lazar (dir.), *L’Italie des années de*

plomb. Le terrorisme entre histoire et mémoire, Paris, Autrement, « Mémoires/Histoire », 2010, p. 36-49.

Rossi Federica, « La "lutte armée" entre justice, politique et histoire. Usages et traitements des "années de plomb" dans l'Italie contemporaine (1968-2010) », thèse de science politique, Université de Nanterre - Paris X, 2011.

Schimel Anne, « Face au terrorisme : les lois spéciales à l'italienne », *Sociologie du travail*, 28e année n°4, Octobre-décembre 1986. Violence politique du terrorisme, p. 527-546.

Schwartz O., « Symposium sur "Analyser les entretiens biographiques, de D. Demazière et C. Dubar" », *Sociologie du Travail*, vol. 4, 1999, p. 463-468.

Sewell William H. Jr., « Three Temporalities: Toward an Eventful Sociology », *in* Terrence J. McDonald (ed.), *The Historic Turn in the Human Sciences*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1996, p. 245-280.

Sommier Isabelle, « Les années 68 entre l'oubli et l'étreinte des années de plomb », *Politix*, n° 30, 1995, p. 168-177.

Sommier Isabelle, *La violence politique et son deuil. L'après 68 en France et en Italie*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 1998.

Sommier Isabelle, « Repentir et dissociation : la fin des "années de plomb" en Italie ? », *Cultures & Conflits*, n° 40, automne 2000, p. 43-61.

Sommier Isabelle, *La violence révolutionnaire*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008.

Sommier Isabelle, « Engagement radical, désengagement et déradicalisation. Continuum et lignes de fracture », *Lien social et Politiques*, n° 68, 2012, p. 15-35. http://id.erudit.org/iderudit/1014803ar

Steiner Anne, *Guérilla urbaine en Europe occidentale : la RAF*, thèse de sociologie politique, Paris-X, 1985.Strauss Anselm, *Miroirs et masques* [1959], Paris, Métailié, 1992.

Stella Alessandro, *Années de rêves et de plomb. Des grèves à la lutte armée en Italie (1968-1980)*, Marseille, Agone, 2016.

Tarrow Sydney, « Cycles of Collective Action : Between Moments of Madness and the Repertoire of Contention », *Social Science History*, vol. 17(2), 1993, p. 328-339.

Tarrow S., *Power in Movement. Social Movements, Collective Action and Politics*, Cambridge, CUP, 1994.

Tilly Charles, « Mechanisms in Political Science », *Annual Review of Political Science*, vol. 4, 2001, p. 21-41.

Tranfaglia N., « La crisi italiana e il problema storico del terrorismo », *in* Mauro Galleni (dir.), *Rapporto sul terrorismo. Le stragi, gli agguati, i sequestri, le sigle 1969-1980*, Rizzoli, 1981.

Ventura Angelo, « La responsabilità degli intellettuali e le radici culturali del terrorismo di sinistra », *in* Carlo Ceolin (ed.), *Università, cultura, terrorismo*, Milan, Angeli, 1984.

Viterna J., « Pulled, pushed, and persuaded: Explaining women's mobilization into the Salvadoran guerrilla army », *American Journal of Sociology*, vol. 112, n° 1, 2006, p. 1-45.

Annexes

ANNEXE 1

Tableau XVII. : Liste des enquêtés avec leurs caractéristiques sociodémographiques

Pseudonyme	Sexe	Année de naissance	Organisation	Années de détention	Profession du père
Alberto Franceschini	M	1947	Brigades Rouges	18 ans	Ouvrier
Paola	F	1947	BR	17 ans	Petit commerçant
Alexandra	F	1950	BR	15 ans	Avocat
Margareth	F	1950	BR	3 ans et demi	Commerçant
Federico	M	1951	BR	23 ans et demi	Maçon
Aloys	M	1956	BR	1 ans et demi	Ouvrier
Pietro	M	1957	BR	18 ans	Fonctionnaire
Melchior	M	1948	Prima Linea	17 ans	Ouvrier
S. R.	F	1950	PL	7 ans et demi et 20 ans de mesure de substitution	Artisan à son compte
Paolo Margini	M	1950	PL	5 ans	Chef de petite entreprise
B. L.	M	1953	PL	11 ans	Ouvrier
Sergio Segio	M	1955	PL	24 ans	Ouvrier
M. F.	M	1955	PL	7 ans et demi	Employé administratif d'entreprise (employé de banque)
Paolino	M	1956	PL	14 ans	Ouvrier
Massimo Battisaldo	M	1956	PL	11 ans	Commerçant
Mathias	M	1959	PL	10 ans	Petit commerçant
Anna Soldati	F	1962	PL	2 mois et demi	Entrepreneur
Marco Boato	M	1944	Lotta Continua	6 jours	Artisan
Patrizia Pistagnesi	F	1951	LC	12 h	Général de l'armée de l'air
Guillermo	M	1953	LC	-	Réalisateur de cinéma, scénariste
E. B.	M	1954	LC	5 ans	Ouvrier
Théodore	M	1933	Potere Operaio, Autonomie ouvrière	11 ans	Employé
Guillem	M	1947	PO	4 ans et 9 mois	Ouvrier du bâtiment
Saro	M	1948	PO, Autonomie ouvrière	3 mois	Avocat
Emilia	F	1951	PO	1 an	Ingénieur
Alessandro Stella	M	1956	PO, Autonomie ouvrière	Exilé - 6 mois	Enseignant
Demis	M	1946	Autonomie	10 ans	Médecin
Guiseppe	M	1947	Autonomie ouvrière	1 mois et demi	Menuisier
Paloma	F	1947	Autonomie ouvrière	1 an	Coiffeur
Gihen	M	1948	Autonomie ouvrière	-	Responsable d'usine
Mateus	M	1954	Autonomie	-	Ingénieur

Martin	M	1957	Autonomie	Quelques mois	Ouvrier
Sophie	F	1954	Avanguardia Operaia	-	Poissonnier

Six des enquêtés ont refusé l'anonymat, en l'occurrence Marco Boato, Patrizia Pistagnesi, Paolo Margini, Sergio Segio, Alessandro Stella et Anna Soldati. Deux personnes ont accepté que leur identité soit révélée, lorsque la question de l'anonymat a été abordée en début d'entretien (Massimo Battisaldo et Alberto Franceschini). Les huit figurent donc dans le tableau sous leur véritable identité.

ANNEXE 2

Tableau XVIII. : Groupes successifs par lesquels les enquêtés sont passés

Pseudonyme	Sexe	Année de naissance	Groupes militants successifs	Organisation retenue
Alberto Franceschini	M	1947	Jeunesses communistes, CPOS à Reggio Emilia, Collectif politique des étudiants travailleurs	Brigades Rouges
Alexandra	F	1950	Groupes extra-parlementaires mineurs opéraïste, PO, Lotta Armata Potere Proletario	BR
Margareth	F	1950		BR
Federico	M	1951		BR
Aloys	M	1956	Syndicat ouvrier, Federazione Impiegati Operai Metallurgici (FIOM)	BR
Pietro	M	1957		BR
S.R.	F	1950	Mouvement étudiant, Lotta continua, Senza tregua	Prima Linea
Paolo Margini	M	1950	Autonomie ouvrière, LC	PL
B. L.	M	1953	Circolo Lenin (Sesto San Giovanni)	PL
Sergio Segio	M	1955	*Senza tregua*, Comités communistes pour le pouvoir ouvrier (*Comitati comunisti per il potere operaio*), LC	PL
M. F.	M	1955	Movimento studentesco (mouvement étudiant au lycée), PO, Collettivi Politici Studenteschi, Lavoro Illegale liée à PO	PL
Paolino	M	1956	Federazione Giovanile Comunista Italiana (FGCI), Il Manifesto, Autonomie, projet « Metropoli », Brigata Lomuscio	PL
Massimo Battisaldo	M	1956	Mouvement étudiant, SO du Gruppo Gramsci; Autonomia Operaia, Rosso, Lotta Armata per il Comunismo,	PL
Mathias	M	1959	Collectif ouvrier-étudiants, LC, Autonomie	PL

Anna Soldati	F	1962	mouvance alternative, parti radical	PL
Guillermo	M	1953	mouvement étudiant, Viva il comunismo	Lotta Continua
Marco Boato	M	1944	Mouvement étudiant	
E. B.	M	1954	Mouvement étudiant, Senza Tregua, Comité des Révolutionnaires Communistes	LC
Patrizia Pistagnesi	F	1951	Commission des étudiants du lycée Torquano, Union des communistes marxistes-léninistes	LC
Théodore	M	1933	PS, Quaderni Rossi, Classe Operaïa, PO, Autonomie ouvrière	Potere Operaio
Guillem	M	1947	Comitato operaio del Petrolchimico, PO, Comitato Operaio di Porto Marghera, Assemblea Autonoma di Porto Marghera	PO
Saro	M	1948	Movimento Studentesco Antiautoritario (MS) de Trente, LC, Gruppo Gramsci, PO, Autonomie ouvrière	PO
Emilia	F	1951	Mouvement étudiant, Comité autonome des étudiants de Porto Marghera, PO, Autonomia operaia	PO
Alessandro Stella	M	1956	Jeunesses du PCI, PO, Autonomie ouvrière	PO
Demis	M	1946	Il manifesto	Autonomie
Guiseppe	M	1947	Movimento studentesco, Partito Socialista Italiano di Unità Proletaria (PSIUP), PO	Autonomie ouvrière
Gihen	M	1948	Mouvement étudiant	Autonomie ouvrière
Mateus	M	1954	Gruppo Gramsci	Autonomie
Martin	M	1957	Gruppo Gramsci	Autonomie

ANNEXE 3

Tableau XIX. : Générations civiles et générations d'engagement des militants

Pseudonyme	*Sexe*	*Année de naissance*	*Organisation retenue*	*Générations civiles*	*Générations d'engagement*
Alberto Franceschini	M	1947	Brigades Rouges	G 1	γ 1
Paola	F	1947	BR	G 1	γ 3
Alexandra	F	1950	BR	G 2	γ 2
Margareth	F	1950	BR	G 2	γ 2
Federico	M	1951	BR	G 2	γ 3
Aloys	M	1956	BR	G 2	γ 3
Pietro	M	1957	BR	G 2	γ 2

M…	M	1948	Prima Linea	G 1	γ 1
S R.	F	1950	PL	G 2	γ 1
Paolo Margini	M	1950	PL	G 2	γ 2
B. L.	M	1953	PL	G 2	γ 2
Sergio Segio	M	1955	PL	G 2	γ 2
M. F.	M	1955	PL	G 2	γ 1
Paolino	M	1956	PL	G 2	γ 1
Massimo Battisaldo	M	1956	PL	G 2	γ 1
Mathias	M	1959	PL	G 2	γ 1
Anna Soldati	F	1962	PL	G 3	γ 1
Marco Boato	M	1944	Lotta Continua	G 1	γ 3
Patrizia Pistagnesi	F	1951	LC	G 2	γ 1
Guillermo	M	1953	LC	G 2	γ 1
E. B.	M	1954	LC	G 2	γ 1
Théodore	M	1933	Potere Operaio	G 1	γ 3
Guillem	M	1947	PO	G 1	γ 2
Saro	M	1948	PO	G 1	γ 2
Emilia	F	1951	PO	G 2	γ 2
Alessandro Stella	M	1956	PO	G 2	γ 1
Demis	M	1946	Autonomie	G 1	γ 3
Guiseppe	M	1947	Autonomie ouvrière	G 1	γ 2
Paloma	F	1947	Autonomie	G 1	γ 3
Gihen	M	1948	Autonomie ouvrière	G 1	γ 3
Mateus	M	1954	Autonomie	G 2	γ 1
Martin	M	1957	Autonomie	G 2	γ 1